

# fenêtres s/ cours

11 mars 2022  
Numéro 480

Le journal du SNUipp-FSU

**17 mars**  
Grève interpro  
pour les salaires

**actu**  
Même métier,  
même dignité

**dossier**

**Enseigner  
TOUTE  
l'Histoire**



**métier**

Comment parler  
de la guerre ?

**actu**

Ukraine : mobilisé-es  
pour la paix

“**Désolé  
ce soir  
je vais  
au resto...**”

DERRIÈRE DE PETITES EXCUSES  
SE CACHE PARFOIS UNE GRANDE PRÉCARITÉ.



Faites votre don sur  
[restosducoeur.org](https://restosducoeur.org)

on compte sur vous  
*Coluche*



©Photo Florence Brochoire/Mémorial de la Shoah

12  
**dossier**

## Enseigner TOUTE l'Histoire

Aborder avec de jeunes élèves des séquences historiques telles que la colonisation, l'esclavage ou la Shoah peut s'avérer complexe pour des PE, peu formés à cet enseignement.

5  
**L'enfant**  
Privés d'école!

6  
**actu**  
Même métier, même dignité  
8/ Carte scolaire : touche pas à ma classe ! / Le sport scolaire en danger 9/ “Déferlante pour l'égalité” / ITW Pauline Lepage

10  
**grand angle**  
Pleyel  
« in the air »



©Milerand/NAJA

21  
**métier&pratiques**

22/Incontournable littérature jeunesse 25/ Le manifeste de l'OZP / Évaluations : tout ça pour ça ! 26/ Guerre en Ukraine, comment en parler ? 28/ Portrait : le métier...

à distance

30  
**lire/sortir!**

Février, le mois de la BD



32  
**société**

Ehpad : un marché juteux / Migrant-es : l'Angleterre, inaccessible étoile / Fonctionnaires, source de richesses

34  
**interview**

Sébastien Goudeau  
« Inégale préparation à l'accompagnement de la scolarité »

**FENÊTRES SUR COURS** N° 480 du 11 mars 2022 / Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:** Régis Metzger **RÉDACTION:** Lilia Ben Hamouda, Mathilde Blanchard, Franck Brock, Guislaine David, Jean-Philippe Gadier, Pierre Garnier, Arnaud Malaisé, Jacques Mucchielli, Emmanuelle Quémard, Nelly Rizzo, Virginie Solunto **CONCEPTION-RÉALISATION:** NAJApress / direction éditoriale: Julie Matas, graphique: Susanna Shannon **IMPRESSION:** SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ:** Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO:** 1 euro **ABONNEMENT:** 23 euros ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



**sommaire** 3

**éditorial**

## Changer la couleur du ciel

Le ciel s'est assombri subitement avec l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe signant ainsi le retour de la guerre en Europe tout en démontrant les ravages d'un impérialisme combinant nationalisme exacerbé et autocratie folle. Un ciel déjà pas bien lumineux avec les discours racistes de la campagne présidentielle entre « français de papier » ou « grand remplacement », deux constructions fantasmagiques de l'extrême-droite qui irriguent dorénavant toute une partie du champ politique. Un ciel encombré égale-



©Milerand/NAJA

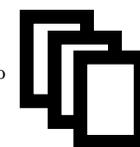
**UN QUINQUENAT DÉVASTATEUR POUR L'ÉCOLE**

détaille le constat indiscutable d'un monde en surchauffe avec ses dramatiques conséquences, pour certaines déjà irréversibles. Un ciel voilé enfin par toute une somme de lourds contentieux non réglés, comme les violences faites aux femmes et les inégalités dont elles sont victimes ou la question des salaires et du pouvoir d'achat qui va s'amplifier suite à la guerre en Ukraine et la hausse inéluctable des prix de l'énergie comme des matières premières.

Éclaircir ce ciel est indispensable. La remise au centre du débat public des questions sociales et environnementales y contribuera, juste avant une élection présidentielle qui sera déterminante sur toutes ces orientations. Manifestations internationales contre la guerre et en solidarité avec le peuple ukrainien, grève féministe du 8 mars, marches pour le climat et la justice sociale du 12 mars, grève interprofessionnelle pour les salaires du 17 mars... Construisons d'autres horizons !

**ARNAUD MALAISÉ**

Joint à ce numéro un supplément retraité-es.



**AIDER**  
**DONNEZ!**  
 DON 'ACTIONS

CONTRIBUTION  
 SOUTENEZ-NOUS  
 FINANCIÈREMENT  
 MERCI

SECOURS  
 POPULAIRE  
 FRANÇAIS

Chaque don, selon vos moyens, est important.  
 Merci pour votre générosité qui permet  
 aux 80 000 bénévoles du Secours populaire  
 de faire vivre la solidarité.

www.secourspopulaire.fr

## Privés d'école!

Enfants vivant dans des bidonvilles ou des squats, enfants de gens du voyage ou de familles hébergées dans les hôtels sociaux ou des logements très précaires, mineurs non accompagnés, enfants privés d'école comme en Guyane et à Mayotte... Beaucoup connaissent violences, discriminations, insalubrité, expulsion et instabilité. Le rapport de la députée Sandrine Mörch *Scolarisation et grande précarité : l'accès à l'éducation pour tous*, met des visages sur celles et

ceux, très pauvres, vivant l'école en pointillé ou pas du tout. Ils seraient en France de l'ordre de 100 000 selon le collectif #EcolePourTous et l'ex-défenseure des enfants Geneviève Avenard.

**“AUCUN MAIRE NE PEUT REFUSER L'ACCÈS À L'ÉCOLE AU MOTIF QUE L'ENFANT HABITE DANS UN SQUAT, UN BIDONVILLE OU À LA RUE”**

Un nombre interrogé par la députée qui en appelle à l'Insee pour les dénombrier et les localiser,

afin qu'elles et ils n'échappent pas aux radars de l'Éducation nationale.

### COMPLEXE POUR LES FAMILLES

L'accès à l'école peut « s'avérer complexe pour des familles qui sont souvent victimes de préjugés, qui ont d'importantes difficultés économiques, des conditions d'hébergement précaires et qui pour beaucoup sont illettrées et/ou allophones ». La mission plaide aussi pour l'amélioration de leur

accueil en mairie lors de l'inscription à l'école et pour le respect du décret de juin 2020 sur la simplification administrative afin « qu'aucun maire ne puisse refuser l'accès à l'école au motif que l'enfant habite dans un squat, un bidonville ou à la rue ».

### DES MOYENS INDISPENSABLES

D'autres préconisations sont avancées : adapter à ces situations le dispositif des UPE2A concernant l'accueil des enfants allophones nouvellement arrivés ; faciliter l'accès des parents, notamment ceux illettrés, à l'école ; développer les dispositifs d'accueil et d'éveil pour la petite enfance ; prendre mieux en compte le manque de revenus des familles pour l'accès à la cantine, aux transports et au périscolaire. Autre piste, l'augmentation du nombre de médiateurs et médiatrices scolaires associatifs, qui identifient les mineurs en âge d'être scolarisés, sensibilisent les familles, facilitent les démarches d'inscription et l'accueil à l'école, soutiennent la persévérance scolaire... Ils ne sont que 36 alors qu'il en faudrait au moins 80. Un rapport qui manque cependant d'ambition pour la formation, l'accompagnement et le recrutement de PE sans oublier la construction de locaux scolaires suffisants.

PIERRE GARNIER



**LES SITUATIONS DE PRÉCARITÉ** sont un facteur de non scolarisation.

©Paul Prescott/Shutterstock

Mis en lumière par la crise sanitaire, le métier d'enseignant, très féminisé, mérite une revalorisation salariale à hauteur de son rôle social essentiel. Un enjeu au cœur de la grève du 17 mars.

# Même métier, même dignité



Enseigner de la PS au CM2 est un métier de haute qualification. Programmer des enseignements dans toutes les disciplines, prendre en compte ressources et besoins de la classe pour construire une dynamique collective d'apprentissages, évaluer et remédier pour faire acquérir des savoirs émancipateurs sont des gestes professionnels complexes, méritant la reconnaissance de la société. Exercé à 84% par des femmes, le métier de PE est pourtant touché par le déclassé salarial. La grève féministe du 8 mars a rappelé que les femmes subissent moindre rémunération, temps partiels contraints, précarité. Malgré des grilles indiciaires communes, les femmes PE, empêchées d'accéder aux postes les plus rémunérateurs comme la direction d'école par la

persistance du partage inégal des tâches éducatives et domestiques, gagnent 8% de moins, tandis que les AESH, à 93% féminines, sont employées à temps incomplet. La « déferlante pour l'égalité », en sus de moyens pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes, a revendiqué l'égalité salariale femmes/hommes, la fin de la précarité et la revalorisation des métiers féminisés.

## À L'ÉCOLE DE LA DÉFIANCE

Loin des promesses de « revalorisation historique », le quinquennat de Jean-Michel Blanquer aura accouché de souris indemnitaires, laissant intact le rapport du simple au double entre salaires des PE de France et d'Allemagne. Ce n'est pas le moindre des échecs d'un ministre obstiné à mettre sous tutelle

les PE, sommés d'exécuter les « bonnes pratiques ». Un ministre obnubilé par la communication médiatique et dont la politique éducative, récemment épinglée par le Sénat, a creusé les inégalités scolaires. Un ministre obsédé par l'ouverture des écoles, quitte à y minimiser la circulation du virus, au mépris de la santé des personnels et des élèves. Un ministre déconnecté au point de maintenir les si contestées évaluations de mi-CP, après le chaos d'une période marquée par les absences massives d'élèves et de PE non remplacés, faute de recrutements. Un ministre désavoué par sa hiérarchie intermédiaire, à l'exemple de l'appel des syndicats d'IEN à n'exercer aucune pression pour la passation des évaluations CP. Un ministre mis sur la touche

par le chef du gouvernement, à l'issue de la grève massive du 13 janvier qui a abouti à la mise à disposition de matériels de protection et à une victoire emblématique sur l'ouverture des listes complémentaires. Cette mobilisation d'ampleur historique aura pu redonner confiance aux PE dans leur capacité à se mobiliser et à engranger des gains tangibles. De quoi insuffler l'élan nécessaire à la grève interprofessionnelle du 17 mars pour l'augmentation des salaires. À quelques encablures de l'élection présidentielle, un arc syndical élargi, dont la FSU, entend replacer dans le débat public la question sociale et salariale. Le temps est venu d'une société plus juste pour une école égalitaire.

FRANCK BROCK

## SOLIDARITÉS SYNDICALES AVEC L'UKRAINE

Dès le déclenchement de l'invasion russe, les organisations syndicales de l'éducation ont exprimé leur solidarité envers le peuple et la communauté éducative d'Ukraine. La FSU dénonce « une guerre d'ampleur aux portes de l'UE, (...) violation du droit international dont la responsabilité incombe au gouvernement russe ». Elle rappelle que si le peuple ukrainien souffre des violences et exactions, le peuple russe subit l'autoritarisme d'un régime réprimant les manifestations pacifistes. Défendant une solution de paix au sein de l'ONU et passant par le retrait des forces russes, la Fédération appelle « aux mobilisations portées par le collectif des marches pour la paix ». Dans une déclaration commune avec le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), l'Internationale de l'éducation assure que « les éducateurs et éducatrices du monde entier sont solidaires de nos collègues et des élèves en Ukraine ». Ces organisations relaient l'expression du TUESWU, syndicat ukrainien de 1,4 million de personnels de l'éducation, qui souligne que « cette agression aura des conséquences humanitaires catastrophiques, mais aussi un impact négatif considérable sur l'économie. Nous risquons de perdre plusieurs millions d'emplois et la destruction d'établissements scolaires. » Aussi, la France doit-elle accueillir les réfugiés d'Ukraine qui se présentent à elle et consacrer des moyens pour scolariser les enfants fuyant la guerre. Des initiatives syndicales concrètes de solidarité internationale sont en cours d'élaboration.

## Carte scolaire: touche pas à ma classe!

Pétitions, distributions de flyers, blocages d'écoles par les parents d'élèves, grèves des équipes pédagogiques, banderoles « non aux classes surchargées » ornant le portail... Dans les départements, PE, parents et élu-es des

collectivités locales se mobilisent pour demander des ouvertures de classe ou s'opposer à des fermetures. Après deux années de crise sanitaire, les moyens nécessaires à des conditions d'apprentissages



propices à la réussite des élèves doivent bénéficier à toutes les classes, dans tous les secteurs.

## Hongrie: grève des enseignant·es contre l'autoritarisme

Confronté à la mobilisation montante des enseignant·es sur la question salariale, le gouvernement hongrois de Viktor Orban a choisi la voie de la répression, remettant en cause le droit de grève en février dernier. Avec 350 euros mensuels, la rémunération des enseignant·es est une des pires d'Europe.

Face à une poussée inflationniste à 6,6% en 2021, le gouvernement ne propose que 10% de primes alors que les syndicats revendiquent une augmentation immédiate de 30% et de 50% à 60% à terme pour restaurer une attractivité perdue pour le métier. Déjà le 31 janvier, les syndicats PDSZ et PSZ avaient appelé à 2 heures

de grève éclair. Le succès de la mobilisation a entraîné l'appel au 14 février. Le 11 février, le gouvernement Orban obligeait par décret les enseignant·es grévistes à être présent·es sur leur lieu de travail et y à faire cours. En d'autres termes, de travailler gratuitement! Les syndicats ont déposé un appel à la grève illimitée à compter du 16 mars avec pour mot d'ordre « La grève est un droit fondamental ».

## AESH: pas d'avancée

Cdéisation des AESH et des AED, coefficient de pondération de 1,2 des heures travaillées et accès à la prime REP et REP+, c'est ce que promettait la loi Victory soumise à l'Assemblée nationale. Mais c'était sans compter l'opposition farouche de la majorité qui a fait capoter le projet de loi. La fin de la précarité de ces personnels ne semble pas à l'agenda politique... Les AESH se mobiliseront à nouveau le 5 avril.

## Retraité·es de nouveau en action

Après la réussite de la manifestation nationale du 2 décembre, les retraités seront de nouveau en action le 24 mars dans les régions, à l'appel du Groupe des 9 (CGT, FO, CFTC, CFE/CGC, FSU, Solidaires, FGR, LSR, Ensemble). L'augmentation immédiate des pensions et leur indexation sur les salaires

moyens constituent le cœur de leurs revendications. De plus, ils et elles demandent la défense et l'amélioration de la sécurité sociale au niveau santé et retraite ainsi que le développement des services publics de proximité et la défense des libertés individuelles et collectives.

### Focus

#### LE SPORT SCOLAIRE EN DANGER

À peine votée la loi sport qui rend possible des alliances éducatives entre collectivités et associations sportives locales, au détriment du sport scolaire et de l'USEP\*, le ministère de l'Éducation nationale vient de faire paraître deux circulaires: 30 minutes d'activité physique quotidienne (APQ) et Une école-Un club. La première rappelle que « l'APQ est à différencier de l'éducation physique et sportive (EPS), discipline d'enseignement obligatoire », tout en précisant qu'il est « préconisé de développer les 30 minutes d'APQ tous les jours où l'enseignement de l'EPS n'est pas programmé ». La confusion entre « bouger » et pratiquer une activité physique et sportive, les horaires des programmes inchangés et le cadre flou génèrent des inquiétudes confirmées par la deuxième circulaire. Elle précise, en effet, – alors que les APQ peuvent être « fractionnées et combinées sur les différents temps scolaires mais aussi périscolaires » – que l'enseignant demeure le seul responsable de la classe. Elle permet aussi de bénéficier d'intervenants par des « conventions de partenariat avec un club sportif de proximité » entretenant encore plus le flou entre APQ et EPS.

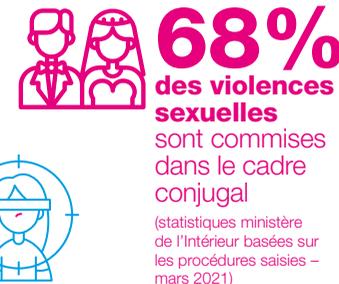
\*Union sportive de l'enseignement du premier degré

## “Déferlante pour l'égalité”

Les mobilisations des associations et syndicats contre les violences sexuelles et sexistes et pour l'égalité femmes-hommes, en particulier lors des journées du 8 mars, obligent les discours à évoluer. Mais les actes restent insuffisants et les femmes, premières de corvée avec des inégalités salariales persistantes et premières touchées par des crimes ou délits

sexistes, restent les victimes d'un modèle patriarcal ancré. Le manque de formation, en particulier pour les agent·es de la fonction publique, demeure criant. Pour preuve, les retours sur l'accueil des victimes dans les commissariats ou la réalité d'une éducation à la sexualité et à la vie affective qui n'est enseignée qu'à hauteur de 13% des heures dues dans l'Éducation nationale\*. Il est donc urgent de poursuivre le combat pour l'égalité.

\*enquête nous toutes auprès de plus de 10 900 lycéen·nes – février 2022



### 3 questions

#### PAULINE DELAGE

Sociologue, chercheuse au CRESPPA-CSU

#### 1. QUELS RÔLES JOUENT LES STÉRÉOTYPES DE GENRE DANS LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES?

Ces violences s'appuient sur des normes de genre, représentations et attentes différentes pour les filles et les garçons. Par exemple, les insultes perpétrées par des hommes dans l'espace public portent sur la sexualité des femmes: elles contribuent à la stigmatiser et à entériner l'idée selon laquelle les hommes sont autorisés à la contrôler. Dans la société mais aussi dans les relations amoureuses, conjugales ou familiales, les remarques humiliantes sur leur apparence (maquillage, habillement...) jouent le même rôle: apprendre aux femmes à rester à leur place. Dans le même temps, les représentations erronées des violences sexuelles chez les femmes adultes alimentent le contrôle et la peur. Alors qu'elles sont essentiellement commises par des hommes connus, on entretient le mythe du viol isolé, dans la rue, par un inconnu, voire racisé et issu des quartiers populaires.

#### 2. QUELLE ÉDUCATION POUR DES RAPPORTS PLUS ÉGALITAIRES?

Il y a toute une palette possible de formations.

Certaines portent sur les questions d'égalité, d'autres se centrent sur les risques encourus pendant les rapports sexuels (IST, grossesse) mais n'abordent pas toujours le consentement ou la sexualité en dehors du cadre hétérosexuel. La différence entre ce qui est de l'ordre du conflit et de la violence dans les relations amoureuses demeurent alors souvent un impensé. Si on ne parle pas du sexisme et des rapports de genre dans l'éducation, on entretient une confusion entre le conflit, dispute symétrique posée sur un rapport égalitaire offrant une issue possible et un contrôle de l'autre entretenant une domination.

#### 3. QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES POSSIBLES ?

Il en existe plusieurs types dont la formation et la sensibilisation, l'accompagnement des victimes et la sanction des agresseurs. À mon avis, il s'agit aujourd'hui de renforcer l'existant. Les lois et des dispositifs actuels ne sont pas toujours mis en œuvre par manque de moyens, de formation et de temps. La lutte contre les violences ne peut se faire sans des services publics solides pour la mettre en œuvre, sans financements pérennes pour les associations, sans prendre à bras le corps la précarité et les inégalités plus générales qui touchent les femmes et les empêchent de sortir d'un contexte de violence ou de s'émanciper.

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHILDE BLANCHARD

# Pleyel

## « in the air »

L'agrandissement de l'échangeur autoroutier près du groupe scolaire Anatole France à Saint-Denis (93) met sur le devant de la scène les risques sanitaires dus à la pollution urbaine.

« Si l'on devait respecter les nouvelles normes de l'OMS\*, il n'y aurait plus d'école à Saint-Denis », constatait le maire Mathieu Hanotin, lors de la réunion publique au quartier Pleyel, mercredi 16 février. Un quartier où grues, bétonnières, sirènes, marteaux piqueurs... s'activent à grand bruit jour et nuit pour réaliser les projets en développement à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en lien avec le Grand Paris et les Jeux Olympiques : le Grand Paris Express, le pôle d'échanges Pleyel, la rénovation de la tour Pleyel, le village des athlètes, le Centre aquatique olympique, le franchissement urbain et le projet de réaménagement du système d'échangeurs Pleyel (A86) et Porte de Paris (A1). Déjà entouré d'autoroutes, voies rapides et grands boulevards, le carrefour Pleyel est soumis à un trafic urbain très dense qui n'est pas sans conséquences. « Actuellement, jusqu'à 20 000 véhicules traversent le quartier chaque jour », précise Hamid Ouïdir, parent d'élève FCPE du groupe scolaire Anatole France situé en plein centre du carrefour Pleyel.

### DES TAUX DE POLLUTION ALARMANTS

L'enquête d'Airparif, réalisée entre les 30 mars et 27 avril 2021, confirme des taux



LE CHANTIER DE RÉNOVATION DE LA TOUR PLEYEL surplombe le groupe scolaire Anatole France.

de pollution importants : « les résultats des mesures montrent que les niveaux de dioxyde d'azote sont plus importants à proximité des axes routiers de la zone et les chantiers de construction ont une influence notable sur les niveaux d'empoussièrement et de particules ». Anne Kauffmann, représentante d'Airparif, précisait en prenant beaucoup de précautions que « place Pleyel, le niveau de dioxyde d'azote produit par le trafic routier est supérieur à 50 ug/m<sup>3</sup> », soit un niveau très élevé. L'OMS recommande de ne pas dépasser 10 ug/m<sup>3</sup> en moyenne par an. À cette nuisance s'ajoute celle de l'empoussièrement, qui est de 1 171 mg/m<sup>2</sup>/jour alors que le seuil

recommandé est de 350 mg/m<sup>2</sup>/jour. Les écoles maternelle et élémentaire Anatole France se retrouvent donc dans la zone la plus polluée du quartier. Si Airparif a tenté lors de la réunion publique de minimiser la situation en précisant que « ce sont des niveaux similaires à l'ensemble du territoire de l'Île-de-France », certains parents d'élèves et élus de l'opposition s'alarment.

### LES ÉLÈVES EN PREMIÈRE LIGNE

« Bientôt, avec la construction des deux nouvelles bretelles de sortie et d'accès à l'autoroute, le trafic augmentera et générera en

core plus de pollution », affirme Hamid Ouïdir, très inquiet. « Ce sont presque 700 enfants qui se retrouveront prisonniers de conditions de vie et de santé inadmissibles ». Ralph Epaud\*\*, médecin spécialiste des maladies respiratoires de Créteil, explique que « la pollution est une menace sanitaire à long terme, les enfants sont plus vulnérables parce qu'ils sont à un moment où les voies aériennes se développent. À 50 ans, ces enfants auront plus de risques de développer les maladies les plus sévères et de manière précoce ». Pourtant, d'autres solutions étaient possibles comme renvoyer la circulation en périphérie du quartier et ainsi éloigner les sources

de pollution mais « ce n'est pas le choix qui a été fait », regrette Hamid Ouïdir. Pour Sophie Rigard, élue de l'opposition, « Pleyel est l'un des plus gros chantiers d'Europe et le maire minimise les effets de ces transformations pour rassurer les habitants ». Si un protocole d'accord relatif à la qualité de l'air et du bruit autour du quartier Pleyel a été signé jusqu'en 2030, cette élue le qualifie de « protocole au rabais ». Des mesures de la qualité de l'air et du bruit seront effectuées ponctuellement pendant et après les travaux. « Ce n'est pas suffisant, assène-t-elle, il n'y a pas de monitoring en temps réel, ce qui empêche d'avoir des actions immédiates lorsque les taux de pollution s'avèrent trop importants ». Le maire, quant à lui, attend de voir l'impact réel des changements et mise sur le dispositif « Zone à faible émission » et le renouvellement du parc automobile, du fait d'une part grandissante des véhicules hybrides ou électriques, pour limiter la pollution future.

### ALLER DE L'AVANT

À l'école, « on a hâte que les travaux se terminent, le projet est là et on doit faire avec », rapporte Badia Barhdadi, directrice de l'école maternelle du groupe scolaire Anatole France. Pour cette enseignante d'origine bretonne, il est clair que les élèves de Saint-Denis ne respirent pas le même air qu'en Bretagne. Elle constate que les mobilisations des familles ont permis quelques avancées : « Entre le projet initial et maintenant, l'axe de la route a été décalé à plus de dix mètres. Il y aura une piste piétonne, une piste cyclable et un écran végétal dense pour isoler l'école de la route », détaille-t-elle. « Un feu au carrefour sera également installé pour sécuriser davantage la traversée des piétons aux abords de l'école et le projet de cour oasis que j'ai réclamé auprès de la municipalité a été retenu », poursuit-elle. Consciente que cela sera sûrement insuffisant pour garantir la santé de ses élèves, Badia continue de demander des purificateurs d'air intérieurs pour lutter à la fois contre la pollution et le Covid-19. Malgré tout dans cette école comme dans beaucoup d'autres, l'équipe a décidé d'aller de l'avant, de se concentrer sur les élèves et les projets pédagogiques à venir. NELLY RIZZO

\* Organisation mondiale de la santé  
\*\* Propos issus de l'émission « C politique » du 23 janvier 2021 « Pollution de l'air, une école sacrifiée pour les JO »

### en bref

#### ENFANTS PAUVRES : DOUBLE PEINE

Selon le dernier rapport de l'Unicef « De l'injustice sociale dans l'air : pauvreté des enfants et pollution de l'air », les enfants pauvres, susceptibles de cumuler d'autres nuisances issues de leur environnement, sont plus vulnérables à la qualité de l'air. Souvent, les populations les plus défavorisées se retrouvent contraintes de vivre dans des quartiers avec une forte présence du trafic automobile, ou à proximité du périphérique, d'axes routiers majeurs, de tunnels et sans accès à des lieux végétalisés.

À retrouver sur [UNICEF.FR/DOSSIER/POLLUTION-DE-LAIR](https://www.unicef.fr/)

#### ALERTE POLLUANTS

Les résultats de l'enquête réalisée en février 2022 en Île-de-France par l'association Respire montre que 100% des établissements scolaires dépassent le seuil de particules fines recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et 93% d'entre eux celui du dioxyde d'azote. Respire formule cinq recommandations :

- établir un plan national d'action pour l'amélioration de la qualité de l'air dans et aux abords des établissements scolaires,
- réduire le trafic routier aux abords des établissements scolaires,
- renforcer les politiques de réduction des émissions liées au chauffage urbain, aux activités agricoles et industrielles,
- généraliser l'installation et l'usage des capteurs de CO<sub>2</sub> et des purificateurs d'air dans les salles de classe,
- et mettre en place un réseau national citoyen de surveillance de la qualité de l'air.

# Enseigner TOUTE l'Histoire

Aborder avec de jeunes élèves des séquences historiques telles que la colonisation, l'esclavage ou la Shoah peut s'avérer complexe pour des PE, peu formés à cet enseignement de sujets sensibles et à forts enjeux citoyens.

## Enseigner TOUTE l'Histoire

Depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle, l'enseignement de l'histoire hexagonale, basé jusque-là sur un récit chronologique et souvent hagiographique ainsi que sur une absence de mise en perspectives, a peu à peu cédé la place à une nouvelle conception, plus globale et plus dynamique. Un changement de paradigme qui fait émerger aujourd'hui des problématiques éducatives inédites pour les PE chargés d'aborder certaines séquences historiques telles que l'esclavage, la colonisation et la Shoah. Conscient-es des enjeux de compréhension du monde que représentent ces sujets dans le cadre de la transmission des mémoires et de l'éducation à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, les enseignant-es du primaire ne dissimulent pas leur malaise au moment d'aborder ces thématiques devant leurs élèves. Ils et elles se savent insuffisamment formé-es d'un point de vue académique et didactique à cet enseignement mais aussi à la gestion de débats en classe. Les PE sont, en outre, peu accompagnés par l'institution scolaire, qui donne elle-même l'impression d'hésiter sur la manière dont doivent être traités ces chapitres sensibles de l'histoire de France. Pour preuve, les incessantes modifications – sept fois depuis 1980 – introduites dans les programmes scolaires et un certain manque de développement des prescriptions les plus récentes (p. 16). D'après Marie-Albane de Suremain, maîtresse de conférences en histoire (p. 17), en matière de colonisation par exemple, « *il convient de ne pas dépendre de documents de propagande coloniale mais de proposer photographies ou récits colorisés, disponibles dans les manuels à démarche critique* ».

### SE CONFRONTER SANS TABOU AU PASSÉ

Les enseignantes et enseignants veillent à se positionner avant tout en tant que pédagogues sur ces sujets. « *Un professeur ne doit pas donner ses opinions, mais des clés pour comprendre et savoir garder la mesure des choses, considère Céline Piot. De la qualité de ses réponses dépendra la crédibilité d'un système scolaire violemment remis en cause par les groupes communautaires, mais aussi les médias avides de sensationnel et de situations de crise.* » (p. 19) Des chercheurs et chercheuses de

# “Aborder un rapport raisonné aux savoirs historiques sans faire fi de leurs aspects émotionnels”

l'éducation pointent aussi l'extrême difficulté à trouver les mots adéquats pour évoquer un crime contre l'humanité devant de jeunes enfants « *Le but reste de travailler des apprentissages, il faut pouvoir dire la violence sans traumatiser (...)* Il s'agit de faire connaître le passé aux élèves pour pouvoir le regarder en face et se construire comme sujet sachant et libre », indique Marie-Albane de Suremain (p. 17). Une démarche qui renvoie au concept des « questions socialement vives » (QSV) apparu dans les années 1990. À ce sujet, Céline Piot souligne que « *l'enseignement de l'histoire ne doit pas servir à*



**SCULPTURE DE TOUSSAINT LOUVERTURE**, figure historique de la révolution haïtienne par Ousmane Sow dans la cour du musée du Nouveau Monde à La Rochelle (17).



### ÉDUIQUER CONTRE LE RACISME

Enseigner l'histoire et ses questions vives permet de donner des clés pour éduquer contre le racisme. C'est, par exemple, rappeler la contribution indéniable des migrants et des migrantes à la diversité d'une société multiculturelle comme la France. La déconstruction de la mécanique raciste passe par une éducation à l'égalité qui considère que le concept de « race » n'est pas une donnée biologique mais une construction sociale. Dans un contexte de recul global des idées humanistes et de montée de celles d'extrême droite, cette éducation est d'autant plus urgente et nécessite une formation initiale et continue des enseignant-es élargie à d'autres domaines que les « fondamentaux ». Le SNUipp-FSU dénonce toutes les formes de discriminations et de violences sur des bases ethniques, culturelles ou religieuses.

*transmettre une histoire lisse et linéaire mais une histoire qui affronte des problèmes et désigne la complexité des évolutions du passé humain. Vouloir enseigner les QSV pousse donc à interroger les contenus et les pratiques d'enseignement ».*

### DÉVELOPPER L'ESPRIT CRITIQUE DES ÉLÈVES

Enseignante de CM2 à l'école Macé de Halluin (Nord), Geraldine Grouwet base l'apprentissage de la réalité complexe de la Shoah sur des documents écrits et iconographiques que les élèves doivent analyser et questionner (p. 18). « *L'enjeu d'un travail sur la Shoah - comme sur l'esclavage d'ailleurs - explique-t-elle, est de transmettre des valeurs, de susciter l'interrogation et de développer l'esprit critique des élèves. C'est donc un travail qui croise l'enseignement de l'histoire et de l'EMC.* » Même souci de former les futur-es citoyen-nes pour Émilie Tabaries, enseignante de CM1 à l'école Legendre à Paris (p. 16-17). Travaillant sur les

passés coloniaux et esclavagistes, elle incite ses élèves à s'appuyer sur des documents historiques pour comprendre le lien entre colonisation et esclavage. Un travail de recherche et d'analyse qui permet, selon elle, de « *comprendre l'organisation des territoires actuels, la constitution de leur population, en particulier dans les départements et régions d'outre-mer* ». Ces cours d'histoire et d'EMC ne sont pas des cours comme les autres, car il s'agit d'y aborder un rapport raisonné aux savoirs historiques sans faire fi de leurs aspects émotionnels. « *La démarche historique permet d'accueillir les mémoires en leur donnant du sens dans un grand récit commun partagé par tous* », affirme ainsi Marie-Albane de Suremain.

# Enseigner les mémoires : toute une histoire !

Entre instabilité des programmes et injonctions contradictoires, l'enseignement des mémoires\* relève du parcours du combattant.

Depuis 1980, les programmes d'histoire ont subi pas moins de sept modifications. À la suite des débats publics des années 90 pointant l'occultation dans le prescrit scolaire des mémoires « oubliées », la loi

**INSCRIPTION SUR UN MUR À ALGER EN 1962.** Carte postale à partir d'une photographie de Marc Riboud.



© col. part. Mycup

*méritent* » impulse une dynamique, déjà engagée par les renforcements de l'enseignement de la Shoah. Le programme de 2002 les place au centre des apprentissages et considère le XIX<sup>e</sup> comme le « siècle de l'émigration et de la colonisation » et aborde « la traite des Noirs » de manière explicite. La version 2008 confirme au moins l'étude des premiers empires coloniaux mais en proposant des reformulations. Dans le programme de 2015, elles constituent des parties parfois euphémisées de thèmes plus généraux, sans l'éclairage de documents d'accompagnement spécifiques. En pratique, les PE traduisent l'instruction à enseigner le respect des différences comme une incitation indirecte à proposer une histoire de l'immigration récente, ignorée du programme. Les manuels, proposant désormais un traitement explicite bien qu'inégal des mémoires, sont un autre point d'appui tout comme les journées de commémoration, la visite des lieux de mémoire et les concours scolaires au succès grandissant. Mais cette offre institutionnelle, sorte de compensation aux faiblesses du prescrit, cultive les ambiguïtés d'une histoire de la souffrance, soumise aux concurrences mémorielles.

Elle peut éloigner les PE privés de formation académique et didactique de leur mission pédagogique : transmettre aux élèves des savoirs scientifiques qui leur donnent les clés de compréhension d'une histoire commune.

\* Génocide juif, fait colonial et guerre d'Algérie, traites et esclavage, immigration.

## Décrypter les héritages

Emilie Tabaries permet à ses élèves de l'école Legendre (Paris) de comprendre comment faire le lien entre esclavage et colonisation.

À l'école Legendre dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Emilie Tabaries tisse des liens entre les passés coloniaux et esclavagistes sur lesquels « on ne peut pas aller trop vite ». Sa séance d'histoire commence par l'anecdote de Christophe Colomb, navigateur mandaté par le royaume d'Espagne, qui pense découvrir l'Inde en arrivant en Amérique, ce qui donnera par exemple le nom de « blé d'Inde » au maïs. Elle projette sur l'écran une carte du monde de l'époque, amenant ses CMI à remarquer combien les contours de l'Europe sont bien tracés à l'inverse des autres parties du monde. « C'est comme si c'était à la fois une carte de terres connues et inconnues », commente un élève. Emilie alterne histoire narrée et interactions avec les élèves en s'appuyant sur divers documents. Les élèves perçoivent l'amélioration de la connaissance du monde grâce aux grandes découvertes. Mais très vite, ils et elles comprennent qu'il s'agit aussi d'une conquête de territoires.

Un tableau de l'explorateur arrivant en Amérique lance les remarques qui vont construire une analyse de ce temps historique : « Au centre, ça doit être Chris-



**L'ENSEIGNANTE** précise la source des documents et les resitue dans une époque non neutre.

tophe Colomb car, lui, il a de beaux habits. » « Ils n'ont pas les mêmes armes, les Indiens (que l'enseignante requalifiera d'Amérindiens) n'ont que des arcs et des flèches. » « Ils sont agenouillés devant lui et lui offrent des cadeaux. » « C'est bizarre de se promener avec une croix énorme ! » Malgré une trame préétablie, ce sont ces observations d'élèves qui orientent la leçon pour questionner les notions de cultures différentes, d'évangélisation, de migration des peuples et du changement de mode de vie lorsque les Amérindiens vont devoir se réfugier vers le centre des terres, ou encore des droits de l'homme face à cette colonisation. « Cette thématique est toujours à la frontière de trois disciplines : la géographie, l'histoire et l'EMC », confirme Emilie.

### VERS UNE HISTOIRE HUMAINE

La fin de la séance va porter sur les besoins de main d'œuvre pour exploiter les ressources des produits exotiques découverts. Montrer que l'esclavage découle de cette colonisation. Pour l'enseignante, les événements historiques permettent de « comprendre l'organisation des territoires actuels, la constitution de leur population, en particulier dans les départements et régions d'outre-mer ». Elle note que les manuels traitent trop brièvement de cette question, avec parfois un simple schéma de commerce triangulaire. A contrario, elle a décidé de l'aborder par des témoignages d'enfants noirs enlevés et déportés dans les Antilles. Emilie souligne que « permettre une projection, en veillant à traiter l'émotion des enfants, c'est questionner l'histoire, nos héritages, en lui donnant une dimension humaine ».

### 3 QUESTIONS À...

Marie-Albane de Suremain, maîtresse de conférences en histoire, formatrice\*

# 1.

#### QUELLES DIFFICULTÉS POUR ENSEIGNER TRAITES ET ESCLAVAGES ?

Du fait de leur polyvalence, les PE n'ont pas de formation spécifique sur ces sujets sensibles qui relèvent du crime contre l'humanité, avec des violences inouïes faites aux personnes. Que montrer à de jeunes enfants ? Le but reste de viser des apprentissages, il faut pouvoir dire la violence sans traumatiser. Cela est extrêmement difficile et oblige à évaluer ce qu'une classe peut recevoir à un moment donné. Ensuite, comment faire comprendre que les esclaves ne sont pas une masse indistincte, sans identité ? Le schéma du commerce triangulaire peut déshumaniser. Remettre les esclaves en situation d'humanité est important, ce que permet le récit. L'identification d'élèves aux esclaves, par analogie de couleur de peau, par expérience de la discrimination ou par mémoire familiale, participe de la grande sensibilité de la question. Des tensions communautaires d'adultes peuvent impacter le vécu de la classe. Il convient de ne pas rejouer des conflits mais de regarder cette histoire sans fard. Parce qu'elle est douloureuse, elle doit être (re) connue et transmise pour redonner de la dignité.

# 2.

#### ET POUR LA COLONISATION ?

Les programmes sont peu explicites et réfèrent à « un nouveau processus de colonisation » lié au centenaire de la République. Cette mention neutre ne fait que suggérer, sans le dire, une expansion coloniale en contre-point des valeurs de la République. Les ressources

d'Eduscol sont plus ambiguës encore. Or, c'est bien la contradiction entre valeurs affirmées et pratiques coloniales qui rend la question sensible. Pour la traiter, il convient de ne pas dépendre de documents de propagande coloniale mais de proposer photographies ou récits de colonisés, disponibles dans les manuels à démarche critique. Surtout ne pas s'inscrire dans une démarche de repentance, morale ou victimisante mais de connaissance critique, libératrice. Il s'agit de faire connaître le passé aux élèves pour pouvoir le regarder en face et se construire comme sujet sachant et libre. La démarche historique permet d'accueillir les mémoires en leur donnant du sens dans un grand récit commun partagé par tous.

# 3.

#### LES MANUELS : DE BONS SUPPORTS ?

Le recul des prescriptions des programmes se traduit par des éléments limités dans les manuels. Le chapitre « Le temps des rois » du CM1 se concentre souvent sur la succession des grands souverains et survole traite et esclavage. En évoquant le « renforcement de la puissance du royaume de France » hors d'Europe, des manuels montrent l'exploitation des colonies et proposent des récits littéraires sur la vie d'un esclave. La collection Magellan se distingue par une double page « La France à la conquête du monde » qui compile cartes, textes de cours et documents sur esclaves, plantations, ports. L'ensemble est enrichi par le récit autobiographique d'Olaudah Equiano, captif, déporté, esclave puis affranchi et engagé pour la libération des esclaves. L'incarnation du récit montre que l'esclave n'est pas une chose dans une histoire « objectivante » mais un être humain.

\* Co-auteur de « Enseigner les traites, les esclavages, les abolitions et leurs héritages » (Karthala, 2021)

# Enquêter pour appréhender la Shoah

Comment dépasser l'émotion pour construire des connaissances scientifiques ? En s'appuyant sur des documents factuels selon Géraldine Grouwet, PE à l'école Macé de Halluin (Nord).

À l'école Jean Macé de Halluin (Nord), Géraldine Grouwet fait le pari d'une démarche scientifique pour permettre à ses élèves d'appréhender la réalité complexe de la Shoah. Confrontés à des documents, qu'ils soient iconographiques ou écrits, ils et elles apprennent à les questionner et à les analyser. « *L'enjeu d'un travail sur la Shoah - comme sur l'esclavage d'ailleurs - explique Géraldine Grouwet, est de transmettre des valeurs, de susciter l'interrogation et de développer l'esprit critique des élèves. C'est donc un travail qui croise l'enseignement de l'histoire et de l'EMC* ». Depuis plusieurs années, l'enseignante de la classe de CM2 démarre son projet le 27 janvier, journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de la Shoah et date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau. Plusieurs séances, lors desquelles les élèves sont installés en ateliers pour enquêter sur cette période terrible de l'Histoire. Certains groupes travaillent autour du vocabulaire lié à la Shoah, d'autres décrivent le quotidien des Juifs de Varsovie en se basant pour les uns, sur des documents photos, pour les autres sur des témoignages écrits ou vidéo, et un dernier groupe travaille sur les Justes, ces résistants et résistantes qui n'ont pas hésité à « *risquer leur vie pour aider les autres en envoyant, par exemple, à manger à travers les murs du ghetto de Varsovie* » comme l'explique Adil lors de la mise en commun.

## CARTE MENTALE

Tous les élèves sont invités à questionner les documents qu'ils ont à leur disposition, à en décrire les éléments et à en discuter au sein de leur groupe pour ensuite rédiger ensemble une trace écrite sous forme de carte mentale à restituer devant le reste de la classe. « *Les enfants ciblent les mots clés à partir desquels ils font des liens. Cette démarche leur permet de structurer leurs connaissances, de classer et synthétiser les informations qu'ils reçoivent* ». Dans le groupe ayant travaillé sur le vocabulaire, les termes tels qu'extermination, ghetto, humiliation... sont décryptés et contextualisés. « *Cela permet une mise à distance émotionnelle et une analyse factuelle* », commente l'enseignante. « *La Shoah, ça veut dire catastrophe en hébreu, explique Valentine, parce six millions de juifs ont été exterminés seulement car ils étaient juifs* ». Les groupes passent les uns après les autres, présentant des cartes mentales qui décrivent le quotidien des Juifs enfermés dans des ghettos, des enfants humiliés par le port de l'étoile jaune, ou encore celui des Justes. Tous s'insurgent contre cette ignominie dont ont été victimes Juifs et Juives. « *Je ne comprends pas pourquoi les nazis ont fait ça, on est tous égaux* », s'exclamera l'une d'entre eux. C'est là l'enjeu premier d'un tel enseignement comme l'explique Martine Drodzinski, CPC à l'origine du projet dans plusieurs écoles de sa circonscription : « *l'enseignement de la Shoah a une finalité civique, il répond à une obligation morale. Il ne s'agit pas uniquement de transmettre des connaissances mais aussi de donner à tous les élèves des éléments de culture et de réflexion permettant de refuser toutes les formes de racismes et de discriminations* ».

\* Les prénoms ont été modifiés

## en bref

### MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

Ce musée national propose en ligne des ressources historiques remontant près de deux cents ans d'immigration en France. Autorisation de séjour d'un travailleur portugais, affiche contre le racisme, photographies de réfugiés espagnols au camp de Barcarès ou de bidonvilles à Champigny, dessin de presse sur le port du hijab à l'école... Chaque trace de vie ou de destin collectif s'accompagne d'un texte explicatif à retrouver sur [HISTOIRE-IMMIGRATION.FR](http://HISTOIRE-IMMIGRATION.FR)

### LA VÉRITABLE HISTOIRE DE...

Diego, jeune mousse de Christophe Colomb, Coumba, esclave au XVIII<sup>e</sup> siècle, Myriam, enfant juive pendant la guerre ou Saïd, enfant pendant la guerre d'Algérie. Les collections *Doc histoire* et *Images doc* de Bayard proposent une série de petits romans relatant une période de l'histoire à hauteur d'enfants. Des pages documentaires accompagnent le récit. [WWW.IMAGESDOC.COM](http://WWW.IMAGESDOC.COM)

### MÉMOIRES DES ESCLAVAGES

Ce site associatif se veut une mémoire de tous les esclavages, de civilisations et d'époques diverses. Pistes pour des projets pédagogiques ou encore liens vers les mémoriaux : Brest, Nantes, Bordeaux... Mention particulière à « la savane des esclaves » en Martinique ou à « l'ACTe » en Guadeloupe qui resituent la traite négrière et l'esclavage dans leur contexte local et dans une dimension universelle. [WWW.MEMOIRESDESCLAVAGES.FR](http://WWW.MEMOIRESDESCLAVAGES.FR)

# “Les questions socialement vives renvoient à leurs finalités civiques”

## QUE SONT LES QUESTIONS SOCIALEMENT VIVES ?

**CÉLINE PIOT :** Apparues dans les années 1990, les « questions socialement vives » (QSV) étaient nommées questions controversées, questions sensibles, puis questions vives. Trois dimensions permettent de les appréhender : les questions sont vives dans la société, dans les savoirs de référence et dans les savoirs scolaires. Une QSV n'est pas socialement vive par nature, elle le devient. Selon les périodes, une question peut être « chaude » - c'est encore le cas de nos jours de la Shoah, de la traite négrière et de l'esclavage... - « refroidie », la Révolution française, ou « réactivée », la laïcité, les faits religieux.

## QUELS EN SONT LES ENJEUX ?

**C.P. :** L'enseignement des QSV renvoie à leurs finalités civiques. L'école est le lieu où la transmission de savoirs est susceptible de remettre en question l'emprise des mémoires sur l'histoire. Elle est avant tout une institution de mise à distance dont l'objectif n'est autre que la formation des citoyens, membres d'une nation « éclairée » qui s'élève au-dessus des groupes partisans. Dès lors, l'enseignement de l'histoire ne doit pas servir à transmettre une histoire lisse et linéaire mais une histoire qui affronte des problèmes et désigne la complexité des évolutions du passé humain. Vouloir enseigner les QSV pousse donc à interroger les contenus et les pratiques d'enseignement.

## SONT-ELLES ENSEIGNÉES ?

**C.P. :** Plusieurs disciplines sont concernées par leur enseignement : histoire, géographie, langues, sciences de la vie et de la terre, éducation physique et

sportive... Dans les programmes scolaires, les QSV sont neutralisées. Elles n'apparaissent pas sous forme de questions ; c'est donc à l'enseignant de les activer en tant que QSV. Par exemple, en géographie, la leçon sur « les migrations internationales » peut être problématique.

“Une histoire qui affronte des problèmes et désigne la complexité des évolutions du passé humain.”

sée de façon neutre : « *Quelles sont les principales formes de migrations internationales ?* », mais une QSV peut être activée si la problématique devient « *Doit-on laisser circuler librement les migrants dans le monde ?* ».

Dans certains endroits, les enseignants préfèrent s'autocensurer. Des obstacles existent mais leur enseignement présente de nombreux intérêts, à commencer par celui de la problématisation. Un professeur ne doit pas donner ses opinions, mais des clés pour comprendre et savoir garder la mesure des choses. De la qualité de ses réponses dépendra la crédibilité d'un système scolaire violemment remis en cause par les groupes communautaires, mais aussi les médias avides de sensationnel et de situations de crise. Il faut respecter la parole témoignée des élèves et prendre en compte les savoirs préa-

lables de ces derniers. Cela permettrait de mettre en place des stratégies didactiques respectueuses du droit de l'élève à penser. Il s'agit de prendre au sérieux les savoirs sociaux des élèves dans le but d'améliorer l'efficacité des apprentissages scolaires et de travailler dans une perspective de développement de la personnalité sociale des jeunes.

## COMMENT LES ENSEIGNER ?

**C.P. :** Cette question suppose une connaissance historique solide ainsi qu'une grande rigueur scientifique, de faire preuve de tact et de savoir mettre à bonne distance la question. En s'appuyant sur l'interdisciplinarité, plusieurs outils pédagogiques peuvent être utilisés et modalités de travail mises en œuvre : littérature de jeunesse, pédagogie du projet, débat, sortie scolaire... On peut également se tourner vers les propositions de l'éducation interculturelle. En effet, celle-ci s'érige à partir d'une pluralité de sens, de points de vue et de causalités. Une pratique interculturelle, par exemple de l'enseignement du fait colonial, passerait par une approche qui fasse de la complexité du moment colonial l'objet d'apprentissage, qui puisse contribuer à désamorcer toute crispation identitaire provoquée par certains usages publics de l'histoire.

## QUELLE PLACE POUR L'ÉMOTION ?

**C.P. :** En histoire, comme pour tout autre thème à aborder en classe, l'enseignement d'une QSV doit permettre d'aboutir aux deux finalités de l'histoire scolaire française : développer l'esprit critique et construire une identité collective. Les QSV provoquent généralement de l'émotion qui peut se manifester de différentes façons : une difficulté à contenir sa tristesse, une réaction de silence ou de repli... D'où l'importance de la sélection et de l'utilisation des documents. La précision du dispositif didactique doit permettre un juste équilibre entre émotion et compréhension afin de sensibiliser de jeunes élèves à la complexité des réalités historiques.



**BIO**  
Céline Piot, maîtresse de conférences, co-référente « Laïcité » de l'INSPÉ de Bordeaux et responsable scientifique du séminaire « Enseigner les QSV en histoire et en EMC à l'école primaire ».

**Rejoignez-nous !**



**adhérer.**  
**snuipp.fr**

Une autre école  
est possible...



# MÉTIER & PRATIQUES

PAGE **22**

Incontournable  
littérature  
jeunesse

PAGE **26**

Guerre en  
Ukraine,  
comment  
en parler?

PAGE **28**

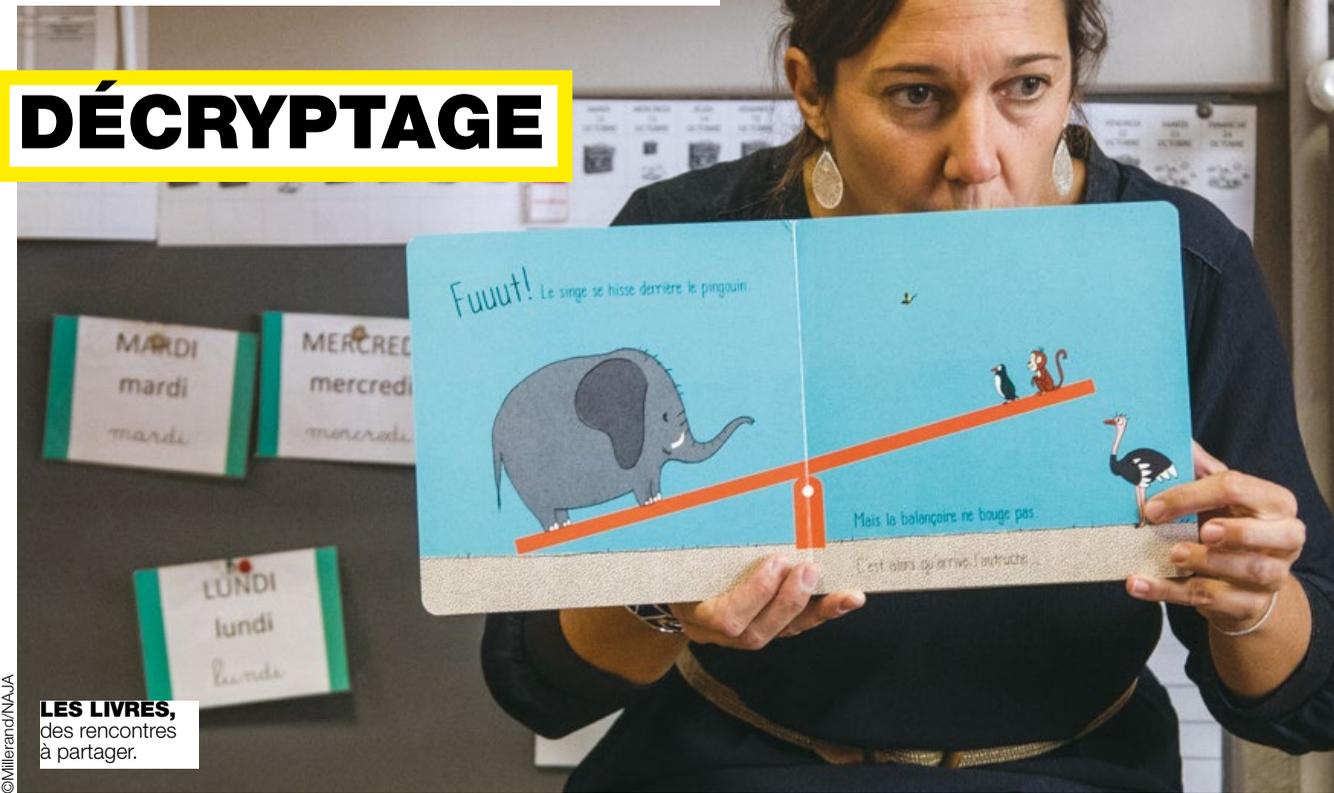
Le métier...  
à distance

© Millerand/NAJA



# INCONTOURNABLE LITTÉRATURE JEUNESSE

## DÉCRYPTAGE



LES LIVRES, des rencontres à partager.

Depuis vingt ans, la littérature jeunesse est considérée à l'école dans sa dimension culturelle, ce qui en fait un enjeu d'émancipation.

La présence de la littérature jeunesse à l'école est une évidence récente. Même si les premiers livres considérés pour enfants recélaient une visée morale et éducative, l'école s'en est longtemps tenue aux livres d'instruction et aux manuels. Elle utilisait aussi les textes littéraires comme support à l'apprentissage de techniques de lecture ou de l'orthographe. C'est lorsque la littérature jeunesse devient un « loisir » des familles socialement les plus favorisées et intellectuelles qu'elle entre

petit à petit à l'école. Pour Sylvianne Ahr, chercheuse en langues et littératures et Max Butlen\*, docteur en sciences de l'éducation, « cette orientation peut être mise en relation avec les mutations de l'édition pour la jeunesse qui a accompli une révolution conceptuelle, graphique et industrielle en même temps qu'émergeaient de nouveaux lectorats dont les bornes n'ont cessé d'être repoussées. »

À partir des années 1980, avec l'arrivée des collections destinées aux plus jeunes, y compris non encore lecteurs, et une place de l'image grandissante, les albums sont lus à l'école. La création des BCD et l'opération « 100 livres pour l'école » en 1989 constituent une réponse institutionnelle aux premiers constats d'échec scolaire en lecture. En 2002, les textes officiels légitiment la littérature jeunesse en l'introduisant dans les programmes. L'objectif n'est plus simplement d'inciter à lire mais elle

devient « une part essentielle de l'enseignement du français » selon les programmes du cycle 3 où un chapitre entier lui est consacré. Entre 2002 et 2013, une « sélection d'ouvrages pour entrer dans une première culture littéraire » accompagne les programmes progressivement du cycle 3 vers la maternelle. Les enseignant-es sont appelé-es à varier les formes, les genres et les entrées. Ainsi la littérature de jeunesse comprend les contes, les romans, les albums, y compris sans texte, mais aussi la BD, le théâtre et la poésie. « Les textes documentaires ne sont pas négligés », est-il également précisé dès le cycle 1.

### UNE APPROPRIATION INÉGALITAIRE

Mais si les livres pour enfants sont devenus incontournables, y compris dans les rayons des supermarchés, leur usage reste très inégalitaire dans les

familles comme à l'école. Les familles populaires ont des livres mais leur nombre, leur diversité ainsi que les modalités de lecture par l'adulte restent différentes des attendus scolaires. La littérature jeunesse a acquis ses lettres de noblesse en se complexifiant. Le rapport entre le texte et l'image n'est plus cantonné à une redondance. Les modes de narration invitent à des prises d'indices multiples, des implicites, des ellipses, des référents culturels riches. Ils se détachent de la « bonne morale » pour oser l'humour ou l'impertinence, cultivent le flou entre le réel et l'imaginaire, déconstruisent les archétypes, laissent les fins ouvertes, interprétables. Toutes ces subtilités sont enthousiasmantes mais nécessitent une réflexivité plus

importante et donc une médiation de l'adulte. Pour Stéphane Bonnéry\*\*, professeur en sciences de l'éducation, « l'évolution du livre jeunesse présuppose donc un lecteur socialement marqué. » Pour lui, « la question porte plutôt sur les intermédiaires – enseignants, bibliothécaires, etc. Sont-ils formés à utiliser des ouvrages plus complexes, tout en sachant que tous les enfants ne sont pas spontanément en phase avec ces objets ? Il ne suffit plus de mettre le livre en présence des enfants mais de leur permettre de découvrir une diversité de types de récits et de manières de lire. » MATHILDE BLANCHARD

\* Revue « Le français aujourd'hui » n° 189

\*\* Université Paris 8 – Portrait et entretien « Comment lit-on à la maison »



### ANNIE JANICOT

Membre de l'AFL, animatrice d'un « point lecture pour tous » à Charleville-Mézières (08)

### QU'APPORTE LA LITTÉRATURE AUX ENFANTS ?

« Lire, c'est un autre langage, des formulations, une écriture qui répond à des contraintes. C'est surtout une confrontation de points de vue, entre ce que l'auteur a écrit et ce que le lecteur reçoit, une confrontation à la vie ou l'avis de quelqu'un d'autre. C'est ressentir des émotions, percevoir qu'elles sont partagées ou au contraire différentes. Le livre, c'est un écho, un regard qui amène à se décentrer, à percevoir la multitude du monde, à engager des réflexions. C'est aussi une autorisation au décalage, une interpellation qui donne envie d'être curieux.

### QUELS LIVRES CHOISIR ?

La puissance de la production qu'offre la littérature de jeunesse aujourd'hui permet d'éviter les réponses narratives uniques. Par ailleurs, je suis attachée aux documentaires qui permettent de comprendre le monde scientifique et technologique comme « les inventrices et leurs inventions » d'Aitzyber Lopez. On hésite aussi peut-être trop à donner des livres de poésies qui proposent pourtant une nouvelle rencontre avec les mots. Choisir à la fois des structures classiques et d'autres qui transgressent ce que l'on appelle des normes. Chaque auteur est une singularité à découvrir et le rôle de la médiation est essentiel. Dans un magasin de vidéos, moi, je ne saurais pas quoi choisir, il faut se dire que c'est la même chose avec certains enfants qui fréquentent peu la littérature en dehors de l'école.

### IL S'AGIT D'ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES ?

Je pense qu'il s'agit tout d'abord de faire de la lecture un moment de partage, d'enthousiasme. Avec l'enseignant, avec les pairs. Autoriser toutes les questions, anticiper ensemble les structures répétitives, questionner les savoirs ensemble. Allier les études collectives mais permettre aussi à l'enfant d'avoir des initiatives de choix. Il faut briser une certaine rigidité scolaire ! Je me souviens d'un enfant dans la BCD qui avait pris un dictionnaire, le portait fièrement en disant : « j'ai choisi le livre le plus lourd du monde ! ». Le feuilleter avec lui, en comprendre l'objet, c'est aussi ça une médiation à la lecture. Choisir, c'est une initiative personnelle, une entrée dans la lecture en en faisant « un livre à soi ». Je crois aussi qu'il faut amener les élèves à produire eux-mêmes, à éprouver le processus de création. PROPOS RECUEILLIS PAR M.B.

48% DES ALBUMS TRAVAILLÉS EN MATERNELLE REP ont des trames narratives simples contre 37% hors REP (enquête ESCOL - Jacques Crimon et Brigitte Marin, Stéphane Bonnéry 2013)



86% DES FRANÇAISES ont lu au moins un livre au cours de l'année 2020 (Baromètre Les Français et la lecture CNL)



70% DES JEUNES ENTRE 7 ET 19 ANS interrogés lors d'une étude Ipsos pour le Centre National du Livre disent aimer lire (2016).



1 LIVRE SUR 4 acheté hors mangas, est un livre jeunesse selon le marché du livre jeunesse de 2021.



### LA CULTURE LITTÉRAIRE, ÇA S'ENSEIGNE ?

Multiplier et varier les lectures, évidemment, mais le goût de lire ne peut se passer d'une levée des divers obstacles liés aux formes spécifiques de l'écrit, à la complexification des œuvres elles-mêmes, à leur différent genre et aux pratiques sociales de lecture. Or, ces dernières années, les injonctions aux décodages précoces tendent à repousser l'apprentissage de la compréhension aux lectrices et lecteurs experts. Donner des impératifs d'un nombre d'œuvres à étudier en CM ne peut être un objectif en soi. Les possibles d'enseignement pour créer une connivence sont nombreux : expliciter les codes propres à chaque genre, différer les illustrations pour construire ses propres représentations mentales, travailler le vocabulaire en amont, interroger les rapports de causalité, les états mentaux des personnages, c'est-à-dire leurs émotions et leurs intentions... Mettre en scène les œuvres avec des marottes, élaborer des mises en réseau, proposer des lectures commentées, des cercles de lecture, des débats interprétatifs... Est-il possible d'aimer lire sans avoir construit ces postures de lecteurs et lectrices ? Donner sens pour une envie autonome de lectures personnelles ou partagées, n'est-ce pas les premiers pas vers une culture littéraire... ?

# COURTS

## SEMAINE DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS À L'ÉCOLE

« S'informer pour comprendre le monde » est le thème de la 33<sup>e</sup> Semaine de la presse et des médias à l'École, organisée par le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI), du 21 au 26 mars 2022. Pour comprendre le monde qui les entoure, le CLEMI invite les élèves à apprendre « plus que jamais » à s'informer en exerçant leur esprit critique. Ce thème permet de revenir aux fondamentaux de l'éducation aux médias et à l'information : distinguer les différentes sources, comprendre les contextes de fabrication et de diffusion de l'information, connaître les usages et les effets des images, savoir déconstruire les stéréotypes.

## { VADÉMÉCUM } SUR LES // VIOLENCES // SEXUELLES INTRAFAMILIALES

Le Vadémécum « Violences sexuelles intrafamiliales : comprendre, prévenir, repérer et agir », disponible sur le site Eduscol, est un outil pour permettre d'appréhender et comprendre la problématique des violences sexuelles intrafamiliales sur mineur-es. Très peu préparés par leur formation, les PE sont bien souvent démunis lorsqu'ils sont confrontés à ce type de situation. Le Vadémécum, même s'il ne remplace pas une formation de qualité, donne des pistes pour repérer les élèves victimes et accueillir leur parole. Il indique aussi les actions à mettre en place dès qu'il y a une suspicion. Des propositions de séances pédagogiques de la maternelle au lycée permettant d'aborder cette thématique sont aussi proposées. À retrouver sur [WWW.EDUSCOL.FR](http://WWW.EDUSCOL.FR)

# 70%

DES ENSEIGNANT-ES DÉCLARENT QUE LE BRUIT « EST UN ENJEU QUE NE PREND PAS DU TOUT EN COMPTE LEUR ÉTABLISSEMENT », alors que l'environnement sonore génère stress et fatigue, selon un sondage OpinionWay publié lors de la Semaine du son de l'Unesco de janvier dernier.

## « ÉVALUATIONS : TOUT ÇA POUR ÇA ! »

La note de janvier 2022 sur les résultats aux dernières évaluations nationales de la DEPP permet d'observer que si les écarts de performance entre les élèves d'éducation prioritaire et ceux hors EP baissent entre 2020 et 2021, c'est pour revenir au niveau qu'ils avaient... en 2019. Cela est particulièrement vrai pour la compréhension ou la résolution de problèmes. Cela n'empêche pas le ministre de l'Éducation nationale de présenter le dispositif de dédoublement des classes de CP et CE1 comme le sésame pour réduire les inégalités scolaires.



© Jean-Michel Scot

## // 31<sup>E</sup> ÉDITION DE LA GRANDE LESSIVE //

Le 24 mars, la Grande Lessive propose de réaliser des productions artistiques autour de la thématique « Ombre(s) portée(s) ». Les œuvres accrochées à une corde à linge fleuriront ainsi à travers le monde grâce aux 12 millions de participants de 121 pays sur 5 continents.

# 4,8

MÉDECINS SCOLAIRES POUR 100 000 ÉLÈVES, c'est la densité moyenne en France alors que 31% des postes sont vacants et que leur nombre continue de baisser.

## ≈ LE SNUIPP-FSU EN COLLOQUE ≈

« Quelle formation pour quel métier ? » sera le thème du colloque national organisé en distanciel par le SNUipp-FSU les 29 et 30 mars. Loin de la « promotion des bonnes pratiques » imposée par Jean-Michel Blanquer, enseigner est un métier de conception qui requiert une formation initiale et continue solide. Intervention de Damien Collard, sociologue du travail, tables rondes et ateliers des mouvements pédagogiques..., deux journées de réflexion clôturées par Dominique Bucheton, professeur honoraire des universités.

## ≈ LE MANIFESTE DE L'OZP ≈

L'Observatoire des zones prioritaires (OZP) publie un « nouveau manifeste de l'éducation prioritaire ». Il demande la restauration du pilotage de l'EP et l'organisation d'assises nationales. Constatant que les inégalités sociales se sont accrues, « une politique de démocratisation de la réussite scolaire de tous est plus que jamais nécessaire ». Cela suppose de « rendre l'initiative aux acteurs de terrain ». L'OZP préconise de redéployer les ressources affectées aux dédoublements pour la co-intervention par exemple. Il faut aussi « développer la présence de formateurs dans le cadre des réseaux » et « définir les conditions de réussite des cités éducatives ».

## MIREILLE DELABORDE

ex-directrice d'école d'application et formatrice\*

## 1. QU'EST-CE QUE LA PÉDAGOGIE DE L'ÉCOUTE ?

Cette pédagogie est fondée sur l'idée de ne pas évaluer au moment où l'enfant parle. En séance de langage, l'enseignant pose une question ouverte, se tait pour donner la parole aux enfants. En rupture avec un format traditionnel qui met les enfants en concurrence pour répondre le plus vite possible, cette pédagogie propose un espace protégé, avec l'autorisation didactique de répéter ce qui a déjà été dit. Dans les faits, il est rarissime que les élèves répètent à l'identique. Ils utilisent plutôt les autres comme une source pour leur propre énoncé. L'enseignant n'a plus le statut de source unique du savoir et les élèves s'écoutent parce qu'ils ont intérêt à le faire pour s'exprimer. Progressivement, ils prennent mieux en compte ce qui a été dit, leurs énoncés s'allongent et se complexifient sur le plan syntaxique.

## 2. POURQUOI PROPOSER DES TEXTES D'ORIGINE CULTURELLE DIVERSE ?

L'intérêt est essentiellement de se référer à un patrimoine mondial. Russe ou africain, chaque conte ne contient que ce qui est nécessaire pour comprendre les intentions des personnages.

Les textes ne sont pas illustrés. Ce choix de récits bruts s'appuie sur les apports scientifiques montrant que le partage de l'image ne permet pas de complexifier ce qu'on dit. La disponibilité d'informations par l'image génère des déictiques – « ici », « là »... –. Sans image, l'énoncé doit prendre en charge les informations. La pédagogie de l'écoute est incompatible avec la lecture d'albums illustrés, à proposer bien sûr avec d'autres finalités que l'allongement des énoncés.

## 3. QUELLE PRISE EN COMPTE DE LA DIVERSITÉ DES ÉLÈVES ?

Les enfants les plus fragiles comprennent qu'ils ont le droit de répéter mais le font en se réappropriant les énoncés des autres à leur façon. En situation de concurrence, quand les bons élèves ont répondu, le temps manque aux plus fragiles pour s'exprimer. Ici, tant qu'il y a un doigt levé, la parole circule. L'expérience est concluante, y compris en éducation prioritaire avec de nombreux enfants allophones. Puisque ce n'est pas la bonne réponse qui est attendue, celle qu'il faut produire vite, les enfants, sensibles à la protection de leur parole, osent tous parler, même avec un bagage lexical et syntaxique réduit au départ. PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK BROCK

\* Co-auteur avec Pierre Péroz de « 11 histoires pour une année de langage en MS » (Hachette, 2021)

## L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)

souhaite voir les États membres inscrire l'éducation à l'océan dans leurs programmes scolaires à l'horizon 2025. Dans cette optique, l'organisation onusienne met à disposition des décideurs publics un référentiel commun de contenus pédagogiques.



# GUERRE EN UKRAINE, COMMENT EN PARLER?



À l'école élémentaire Romain Rolland à Evreux en REP+, l'équipe enseignante répond aux questions des élèves sur la guerre provoquée par la Russie.

« Pourquoi la guerre ? Est-ce que la France va faire la guerre ? Y aura-t-il une troisième guerre mondiale ? Est-ce qu'on va partir de la France ? La France a-t-elle une chance contre la Russie ?... » Au lendemain du déclenchement de l'invasion par la Russie, les enfants sont arrivés à l'école avec de multiples

questions. « Ce sont essentiellement les élèves de cycle 3 qui s'interrogent », explique Nathalie Lagouge, directrice de l'école Romain Rolland située en REP+ à Evreux dans l'Eure (27). Dans cette école de 15 classes, 70% des enfants sont issus d'origines diverses – Afrique sub-saharienne, Russie, Maghreb, Géorgie, Turquie, Afghanistan, Tchétchénie... – et plus de vingt nationalités se côtoient. L'actualité s'impose donc dans l'enceinte de l'école avec une résonance toute particulière et oblige les enseignantes et enseignants à avoir une réflexion sur la manière d'y répondre. « Les enfants doivent-ils faire la guerre ? Est-ce que cela sera une guerre nucléaire ? ». L'inquiétude est palpable chez les élèves qui suivent les événements à la télé française ou de leur pays d'origine,

souvent sans filtre. « Après de rapides échanges informels, nous avons décidé de nous donner du temps, rapporte la directrice. Nous n'étions pas préparés à cela et il n'y avait encore aucune ressource disponible sur laquelle s'appuyer lorsque le conflit a éclaté ». En effet, l'équipe enseignante a à cœur de ne pas faire de faux pas, de ne pas alimenter le stress, ni l'angoisse des élèves. Hélène Feuilloley, enseignante, décide de passer par l'écrit en proposant une boîte à questions à sa classe de CM1. « Cela permet une première mise à distance, les élèves doivent se poser, réfléchir, formuler leurs interrogations, précise-t-elle. Cela nous permet aussi de prendre connaissance des questions pour pouvoir les traiter ultérieurement et de manière plus sereine ».

## DE L'ÉMOTION À LA COMPRÉHENSION

Pour Sabrina Kilouni, maîtresse de CM1, l'étape suivante est de rassurer en leur donnant les clés de compréhension : « J'ai passé mon week-end à chercher sur le net comment parler de la guerre aux enfants ». Articles de presse, blog, groupes sur les réseaux sociaux, journaux pour enfants sont passés au crible et sont partagés sur le groupe WhatsApp de l'école. Certains supports sont considérés comme opportuns tandis que d'autres sont mis de côté jugés inadaptés, trop choquants ou traumatisants pour les élèves. Des supports qui alimentent la réflexion collective et permettent aux enseignantes lors du conseil de cycle qui se tient le lundi suivant de partager démarches et documents sur lesquels elles vont s'appuyer pour informer et débattre en classe. « Nous n'avons pas toutes fait les mêmes choix, détaille Virginie Adam, maîtresse formatrice et enseignante de la classe de CM1, mais réfléchir ensemble nous a permis de prendre de la distance, de se sentir

moins seule, cela nous a fait du bien ». La projection au tableau de la carte de l'Europe fait consensus. « Cela permet de rassurer les élèves, d'identifier où se trouvent les différents pays et où se situe le conflit », explique Virginie. Les élèves ne manquent pas de réagir : « C'est à côté de la Pologne, loin de la France », affirme l'un. « La Russie est juste à côté de l'Ukraine, ils ont la même frontière », renchérit une autre.

**“L'ÉQUIPE A À CŒUR DE NE PAS FAIRE DE FAUX PAS, DE NE PAS ALIMENTER LE STRESS, NI L'ANGOISSE DES ÉLÈVES”**

Mais cela suscite également des incompréhensions : « Pourquoi la Russie attaque-t-elle l'Ukraine alors qu'elle est déjà très grande ? ». L'objectif de la séance est atteint, les élèves ne sont

plus dans l'émotion mais cherchent à comprendre les événements. Après trois quarts d'heure de débats intenses, la maîtresse conclut la séance au grand regret des enfants qui ne sont pas

rassasiés et restent avides de s'informer. Qu'à cela ne tienne, promesse leur est faite de parler à nouveau du sujet en fin de semaine avec des documents différents pour les aider à y voir plus clair. Car si l'agression russe n'est pas au programme des élèves de l'école élémentaire, « décrypter

l'actualité, le vrai du faux est essentiel, les enfants voient beaucoup d'images et sont sur les réseaux sociaux même s'ils n'ont pas l'âge », affirme Nathalie Lagouge. NELLY RIZZO



**HÉLÈNE ROMANO**  
Psychologue clinicienne, psychothérapeute et docteur en psychopathologie\*

concentration, dépressifs, perte de l'élan vital...

## FAUT-IL LEUR PARLER DE LA GUERRE ?

Oui, car à moins de vivre dans une bulle, les enfants ont une vie sociale, ils perçoivent les événements, entendent les adultes, voient des images, échangent en récré. Il faut en parler pour éviter de laisser les enfants dans le vide sinon ils vont essayer de donner du sens à des choses qui n'en n'ont pas pour eux, se sentir responsables. Il est important de nommer les choses, d'utiliser le terme « guerre », d'expliquer que des gens se battent pour un territoire et que la guerre a toujours existé et qu'elle prend fin à un moment ou un autre. Leur dire aussi qu'ils ne sont pas seuls, qu'il y aura toujours des gens qui cherchent la paix et sont présents pour eux.

## QUELS CONSEILS POUR LES ENSEIGNANTS ?

Le premier conseil est de ne pas rester seul, d'échanger avant d'aborder le sujet en classe, se mettre à deux par exemple pour expliquer aux élèves la situation et répondre à leurs questions. Il est essentiel de partir de ce que les enfants ont compris, les écouter sans juger, les aider à décrypter, à mettre en récit sans les obliger à parler, sans montrer d'images traumatisantes. Il faut aussi dans le même temps associer les parents, leur expliquer ce qu'on va dire ou ce qui a été dit à l'école. Les enseignants doivent faire ce qu'ils peuvent, on leur en demande toujours beaucoup. S'ils ne se sentent pas capables, il ne faut pas s'obliger..

PROPOS RECUEILLIS PAR N.R.

\*Auteure de « Quand la vie fait mal aux enfants » (Odile Jacob)

**1 MN 30 DE VIDÉO « 1 JOUR, 1 QUESTION »** pour expliquer aux enfants « C'est quoi une guerre mondiale ». Des commentaires explicatifs drôles et un dessin léger et espiègle pour les aider à construire leur raisonnement. A retrouver sur youtube.



**POUR LES 6-10 ANS,** cartes, infos pour décrypter et mieux comprendre. Actu vidéo et version « Petit quotidien » sur monquotidienvideo.playbackpresse.fr



**3 NUMÉROS SUR L'UKRAINE** sont à retrouver dans le journal « Mon quotidien », pour les 10-13 ans : « Pourquoi il y a un risque de guerre ? », « La Russie a attaqué l'Ukraine » et « 7 mots à connaître pour suivre la guerre en Ukraine ».



## en bref

### « LE JOURNAL DES ENFANTS »

traite l'actualité pour les 8-12 ans. Les PE peuvent y trouver des articles pour aider au décryptage de la situation en Ukraine. « Pourquoi Poutine fait-il la guerre à l'Ukraine ? », « Qui va aider l'Ukraine ? » sont les premiers papiers publiés à hauteur d'enfant sur le sujet que le JDE met en « Une ». À retrouver sur [JDE.FR](http://JDE.FR)

### LE SITE « CHARIVARI À L'ÉCOLE »,

qui partage des ressources pour enseigner, a ouvert un espace « Parler de l'Ukraine aux enfants ». Quelques pistes par cycle, des ressources et un renvoi à des articles de presse sur le sujet sont disponibles sur [CHARIVARIECOLE.FR](http://CHARIVARIECOLE.FR)

### L'ÉMISSION « LE DESSOUS DES CARTES » D'ARTE

propose une vidéo de présentation géographique de l'Ukraine, « La Russie attaque l'Ukraine », pour mieux comprendre le cadre dans lequel se déroule cette tragique actualité. À destination des élèves de cycle 3, à retrouver sur [ARTE.TV](http://ARTE.TV)

### LE SITE EDUSCOL

propose des ressources pour évoquer la crise ukrainienne avec les élèves. À destination essentiellement des élèves de collège et lycée, ces documents ont le mérite d'éclairer les PE sur la crise actuelle en Ukraine.



**SOPHIE MARTIN:**  
au service des  
élèves même  
à distance.

# LE MÉTIER... À DISTANCE

Pour Sophie Martin, enseigner à distance au CNED permet de garder un lien avec le métier.

«J'avais manipulé des classes virtuelles au CNED pendant le premier confinement et avoir été personne-ressource en informatique évite quelques écueils quand on débute», commence Sophie Martin, enseignante-tutrice-correctrice au Centre national d'enseignement à distance

(CNED) depuis la rentrée 2020. Après un parcours professionnel de vingt ans comme enseignante et directrice dans les Hauts-de-Seine et une longue errance médicale, elle finit par obtenir le « graal », un poste adapté. Bien que les demandes soient en augmentation, le nombre de postes adaptés ne l'est pas. Quand « être en classe » malgré des « aménagements du poste de travail » devient impossible, il reste peu de possibilités aux personnels pour continuer à exercer leur métier. Et c'est bien ce que voulait Sophie en ne postulant pas sur un poste administratif mais au CNED.

## UN MÉTIER SOLITAIRE

« C'est déstabilisant de changer de métier, poursuit-elle. On n'est plus à l'école mais devant son ordinateur, chacun chez soi ». Sa mission au CNED en fait l'une des 300 « CNEDeux » et « CNEDeuses » qui se retrouvent dès la pré-rentree en visio et non en salle des maîtres et maîtresses face au directeur du Centre qui accueille et explique les missions et les attentes. Une nouvelle hiérarchie et un fonctionnement d'entreprise. « Les procédures sont assez strictes », explique-t-elle. Pour les nouveaux et les nouvelles, elles sont explicitées lors d'une formation à distance. Des procédures et des outils CNED qu'il faut maîtriser parfaitement pour le niveau de classe attribué. « Après, tout passe par le CNED qui envoie une liste d'élèves dont on doit compléter le livret scolaire unique. On réceptionne des copies chaque semaine, par sacoche postale ou par la plateforme, des enregistrements audio ou des photos... Le seul moment où l'on peut voir les visages de « nos » élèves », sourit-elle. Elle pointe ici l'isolement professionnel et le rétrécissement des missions car en plus de n'avoir aucun contact avec les élèves, les correcteurs et correctrices ne conçoivent ni cours ni évaluation. L'employeur a mis en place une plateforme où des équipes de niveau peuvent discuter et partager leurs interrogations sur les remédiations CNED à proposer ou la gestion des élèves qui éprouvent des difficultés. Des groupes d'échanges se forment aussi en dehors des plateformes du CNED. « Les accompagnants des élèves peuvent prendre contact avec des conseillers de scolarité ou des enseignants tuteurs avec des missions particulières. Mais comme le CNED vise le tout numérique, l'accompagnement de la grande difficulté ou des enfants du voyage, par exemple, est compliqué », déplore-t-elle. De la maternelle à l'université, le CNED a vu ses inscriptions grimper de 85% avec la pandémie. Un flux de copies qu'il a fallu absorber. Des cadences parfois ressenties comme infernales et un management d'entreprise. C'est le côté plus sombre pour les PE qui voient leur carrière évaluée sur un service rendu au client plutôt que sur la qualité d'un service public d'éducation. Des problématiques que Sophie met à distance : « Le CNED reste une des dernières ressources proposées aux personnels. Cela me permet de garder une activité professionnelle et le lien avec le métier d'enseignante ». VIRGINIE SOLUNTO

## QUESTIONS & RÉPONSES

### Q: JE SUIS CAS CONFIRMÉ COVID OU MON ENFANT EST TESTÉ POSITIF, QUE SE PASSE-T-IL ?

SITUATION	STATUT DE L'ARRÊT	JOUR DE CARENCE	JUSTIFICATIFS À FOURNIR	REMARQUE
<b>PE ET AESH : TEST POSITIF À LA COVID-19</b>	Arrêt maladie ordinaire Attention, les jours d'isolement et d'arrêt maladie sont décomptés des droits à congé maladie ordinaire !	NON jusqu'au 31 décembre 2022 sauf texte modifiant cette date.	Document délivré par la CPAM.	Il s'agit d'un arrêt maladie, aucun travail ne peut être demandé par l'administration.
<b>PE ET AESH DONT L'ENFANT* EST TESTÉ POSITIF À LA COVID-19</b>	Autorisation spéciale d'absence (ASA) qui n'impute pas le contingent d'ASA pour garde d'enfants.	NON	- Document attestant que l'enfant est positif - Attestation sur l'honneur rédigée par le personnel précisant qu'il est le seul à bénéficier de cette mesure et qu'il ne dispose pas de mode de garde alternatif.	Comme toutes autorisations d'absence, l'ASA dispense de toute charge de travail.

### Q: RÉSULTATS DES PERMUTATIONS: JE N'AI PAS OBTENU CE QUE J'AVAIS DEMANDÉ, QUE FAIRE ?

**R:** Suite à « des contraintes d'organisation » du ministère, les résultats du mouvement inter-départemental ont été décalés et devraient être publiés le 9 mars 2022. Une fois encore, le ministère

de l'Éducation nationale démontre la légèreté avec laquelle il traite ce type d'opération ainsi que son incapacité à respecter ses propres annonces de calendrier. À l'issue de ces résultats, si vous avez obtenu satisfaction, vous devez participer au mouvement intra-départemental de votre nouvelle résidence administrative. Vous pouvez contacter la section du SNUipp-FSU du département obtenu qui, par sa connaissance des

spécificités locales, sera une aide précieuse pour vous conseiller et vous aider à établir et à organiser la liste de vos vœux. Si vous n'obtenez pas satisfaction, c'est à dire aucun vœu ou un vœu que vous n'avez pas demandé, vous avez la possibilité d'effectuer un recours administratif. Vous avez deux mois pour le faire. Pour cette opération, prenez également contact avec la section du SNUipp-FSU de votre département qui pourra vous

accompagner dans votre demande de recours départemental et/ou national. Sur votre demande explicite dans votre ou vos courriers, vous serez représenté-e par le SNUipp-FSU. Il vous tiendra informé-e tout au long du processus. Cela permet une étude plus attentive de votre recours.

## LIVRES

# Février, le mois de la BD

Parlons nouveautés du 9<sup>e</sup> art alors qu'à Angoulême se prépare le festival 2022. Certains de ces titres, en sélection jeunesse, seront peut-être les prix de l'année? En attendant, ne bullons pas notre plaisir: polar, SF, fantasy ou univers familier, il y en a pour tous les goûts et tous les âges.

**Ana Ana, Touffe de poils drôle d'animal:** Touffe de poils se plonge dans un livre sur les animaux du monde. À qui ressemble-t-il? Si le doudou Ping-pong est un pingouin, et Zigzag un lapin,

Touffe de poils s'interroge: vert, est-il une grenouille, un lézard ou un perroquet? Ses tentatives pour s'identifier à l'un ou l'autre s'avèrent catastrophiques pour le salon... Jubilatoire pour les petits qui trouveront dans ces questions existentielles l'occasion de bien rigoler. **Revoir le printemps:** nouvelles aventures pour **Animal Jack**, sur un mode conte russe à emboitements dans une ambiance très hivernale.

Les pouvoirs magiques de Jack, qui se transforme à volonté en un animal de son choix, vont être mis à l'épreuve pour échapper aux pièges et personnages mystérieux qui se trouvent sur son chemin. Partis en camping-car avec ses parents, notre héros et sa copine Gladys rencontrent d'abord un chat qui parle et qui les fait basculer dans l'univers glacé des isbas, babayagas, forêts et palais givrés. **Ours**, chien d'aveugle dévoué à son maître est atteint à son tour de cécité. Floué par une bande de rats laveurs peu scrupuleux qui l'entraînent dans la

forêt, Ours est embarqué dans une sorte de road movie où rencontres et

souvenirs se mêlent pour aider Ours à retrouver Patrick. Le dessin alterne des fonds blancs et noirs qui renvoient à la perte de la vue, et croque humains et animaux avec humour et tendresse. Béa, qui vit avec son grand-père cochon magique dans une maison au fond des bois, est l'héroïne de **Lightfall, la dernière flamme**. Sa rencontre avec Cadwallader, dernier Galdurien, et la disparition de son cher grand-père, la pousse à partir à l'aventure. Le dessin est délicieux: tendre, joyeux, coloré, et les personnages attachants. C'est drôle et les rebondissements nous tiennent en haleine dans cet univers étrange. **Bienvenue à**

**"NOUS AVONS BESOIN DE VOS CERVEAUX, DE VOTRE AMOUR, DE VOS SOINS"**

**Bizarville**, une ville anglaise qui porte bien son nom. L'inspectrice Jessie et son adjoint Sid ne chôment pas: oh my God! Ils enchaînent les enquêtes entre phénomènes paranormaux et personnages étranges, entre tasses de thé et mots croisés. Manoir hanté, secte, lettres anonymes: un folklore qui n'oublie pas les références à un duo policier célèbre, ni l'humour british. Tout un monde qui évoque aussi dinosaures ou peur du dentiste: les enfants s'y retrouveront! **Créatures, la grande nuit**, est le deuxième tome d'une saga post-apocalyptique. À New-York envahie par des brumes qui zombifient les adultes, quelques enfants tentent d'échapper aux nombreux dangers. La petite bande est éparpillée et pire, désunie, alors que la catastrophe arrive: du suspens, des situations tendues, des décors inquiétants font frissonner. Servie par un dessin digne des grands de la SF.

► **ANA ANA, TOUFFE DE POILS, DRÔLE D'ANIMAL**, de Dominique Roques, ill. Alexis Dormal, Éd. Dargaud jeunesse C1

► **ANIMAL JACK, REVOIR LE PRINTEMPS**, de Kid Toussaint, ill. Miss Prickly, Éd. Dupuis C2

► **OURS**, de Ben Queen, ill. Joe Todd-Stanton, Éd. Kinaye C2 C3

► **LIGHTFALL, LA DERNIÈRE FLAMME**, de Tim Probert, trad. Fanny Soubiran, Éd. Gallimard C3

► **BIENVENUE À BIZARVILLE**, de Tor Freeman, Éd. Sarbacane C2

► **CRÉATURES, LA GRANDE NUIT**, de Stéphane Betbeder, ill. Djief, Éd. Dupuis C3

## POÉSIE

## 24<sup>e</sup> Printemps des poètes

Sonder l'éphémère sans attendre demain, questionner ici et maintenant la part la plus fragile, la plus secrète, la plus inouïe de nos existences... Du 12 au 28 mars: [www.printempsdespoetes.com](http://www.printempsdespoetes.com) Pour les petits, un livre-poème graphique invite à ouvrir les yeux pour découvrir le monde! En tournant les pages, en se cachant les yeux, les mains aident le cerveau à comprendre, aimer, désirer. Pour les grands, dans un format horizontal, des poèmes de Jean-Pierre Simeon aux encre de Zaü... une invitation à l'écriture et à la nature.

► **TON PREMIER POÈME AVEC LES MAINS, ALAIN SERRES, ÉD. RUE DU MONDE C1 ET L'ARBRE M'A DIT, POÈMES DE JEAN-PIERRE SIMEON, ILL. ZAÛ, ÉD. RUE DU MONDE C2 C3**

## VIDÉO

## Cœur d'album

De courtes vidéos pour présenter un auteur ou une œuvre: précieux pour viser juste alors que 20 000 nouveautés

## INTERVIEW

## Laura Wandel

**POURQUOI UN FILM SUR LE HARCÈLEMENT DANS LE HUIS-CLOS DE L'ÉCOLE?**

Cette histoire dépasse la question du harcèlement: je voulais montrer une enfant qui découvre les codes sociaux d'une cour d'école, avec les enjeux d'intégration et de reconnaissance qui sont la base de l'humanité. Ces premiers apprentissages sociaux,

pas évidents lorsqu'on sort de sa famille et qu'on est confronté à ses pairs, influencent notre vie d'adulte et notre vision du monde, même si on les a oubliés.

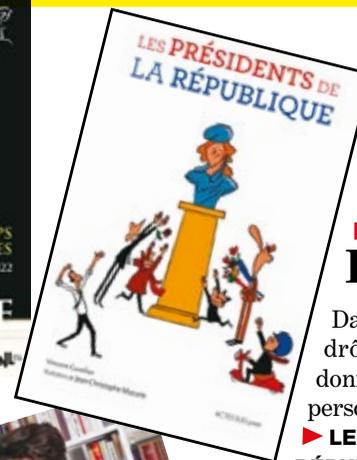
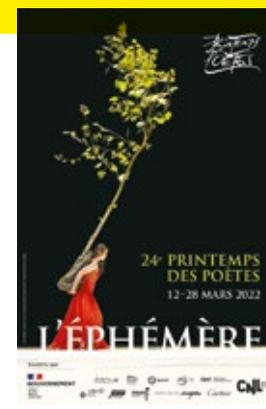
**LE FILM EST CENTRÉ SUR NORA, 6 ANS, PETITE SŒUR ET TÉMOIN...**

Au-delà des premières confrontations à l'autre, il y a le point de vue du témoin rarement évoqué, alors qu'il est aussi très violent: il est très compliqué d'agir. Cela rapproche le spectateur, lui aussi témoin, de Nora, pour susciter l'empathie. Que ce soit, non pas

Nora, mais son frère qui est victime, l'amène à changer de point de vue sur lui, sur son père. Elle a l'impression qu'elle ne peut plus compter sur eux, ce qui l'oblige à un détachement et à une émancipation. Elle apprend, elle grandit.

**COMMENT SE FAIT-IL QUE LES ADULTES SEMBLENT AUSSI DÉCONNECTÉS DU DRAME?**

Sans aucun jugement, je voulais faire ressortir la perception de l'enfant. Elle a l'impression de ne pouvoir compter sur personne. Ce n'est pas



sortent chaque année!  
► [HTTPS://YOUTUBE.COM/CHANNEL/UCeJ-4THS6V7CWKUOVLGHSTG](https://youtube.com/channel/UCeJ-4THS6V7CWKUOVLGHSTG)

## LIVRE

## Présidentielles

Dans cet ouvrage réactualisé, drôle et facile à lire, l'auteur donne son point de vue sur ces personnages de notre histoire.

► **LES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE, VINCENT CUVELIER, ILL. JEAN-CHRISTOPHE MAZURIE, ÉD. ACTES SUD JUNIOR**

## LIVRE

## Guerre en Ukraine

Deux jeunes artistes ukrainiens racontent comment trois amis défendent leur ville de façon créative et solidaire, alors que la guerre s'installe. La lumière de l'inventivité l'emporte sur les ténèbres de la violence.

► **LA GUERRE QUI A CHANGÉ RONDO, DE ROMANA ROMANYSHYN ET ANDRIY LESIV, ÉD. RUE DU MONDE**

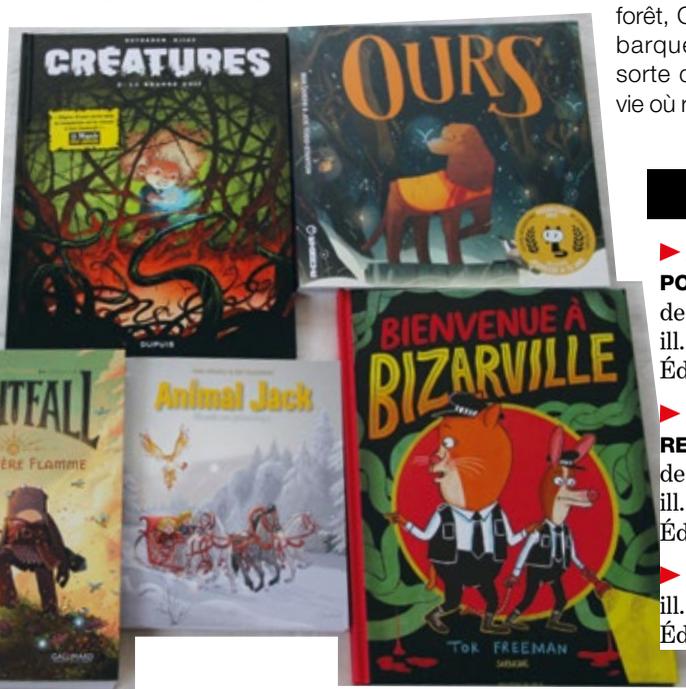


**BIO**  
**Laura Wandel**, réalisatrice et scénariste belge du film «Un monde».

forcément ce qui se passe, même si c'est difficile d'avoir les yeux partout et que les enseignants ont l'impression de ne pas être outillés. Comme le dit la prof de

Nora, «on ne sait pas toujours quoi faire». De toute façon, le problème ne vient pas de l'école, mais de comment la société est gérée, sans attention à certains signaux...

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION KATAK





## Ehpad : un marché juteux

Les révélations de Victor Castanet dans *Les fossoyeurs* mettent en lumière la gestion déshumanisée des Ehpad par Orpéa pour le seul enrichissement du groupe privé.

Le journaliste Victor Castanet révèle des maltraitances quasiment systématiques dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) du groupe privé Orpéa, c'est la stupeur. Comment en est-on arrivé là ? Les Ehpad sont financés par les Agences régionales de santé (personnels soignants, équipements médicaux), les départements (aide et surveillance) et les résidents (hôtellerie et restauration). Si la partie issue des financements publics n'est pas entièrement consommée, l'établissement privé n'est pas tenu de reverser le trop perçu. Orpéa est soupçonné, en outre, de rogner sur tout, dépenses de restauration, protections hygiéniques, masse salariale avec des employés déclarés mais inexistantes. Rappelons qu'il existe

trois types d'Ehpad : 45% sont gérés par les collectivités, 31% par des associations et 24% par le secteur lucratif. C'est dans ce dernier, avec des taux d'encadrement bien inférieurs au public, que les dérives ont été mises au jour.

### RENDEMENTS DE 5 À 6%

Compte tenu du vieillissement de la population, il faudrait, selon l'Insee, que le nombre de places (600 000 aujourd'hui) augmente de 20% d'ici à 2030 et de plus de 50% à l'horizon 2050. Face à ce défi et à l'obsession de réduction des dépenses publiques, le législateur a mobilisé, et cela dès 2002, les investisseurs privés. Les investissements des particuliers peuvent pour leur part procurer des rendements de 5% à 6% en moyenne avec un abattement fiscal de 50% sur les revenus déclarés. Dans un rapport sur le sujet, la Cour des comptes note que les pouvoirs publics ont négligé les politiques de maintien à domicile, précisant que les 2 125 structures de soins infirmiers à domicile sont déjà insuffisantes pour les 126 000 demandeurs actuels. PIERRE GARNIER

## Migrant·es : l'Angleterre, inaccessible étoile

CLAIRE MILLOT

Secrétaire générale de l'association Salam Nord/ Pas de Calais

« En 2021, plus de 35 000 personnes ont tenté de rejoindre les rives de l'Angleterre dont 8 600 ont été ramenées à terre alors qu'elles se trouvaient en danger ou en péril », soulignait Philippe Dutrieux, préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord, à l'occasion de la présentation de son bilan annuel en janvier dernier. Un nombre de naufragés qui a presque triplé en un an avec une hausse de 194%, d'après l'Office français de l'immigration

et de l'intégration. Un bien triste record d'autant que certains migrants, pour la plupart réfugiés, le paient de leur vie. En novembre 2021, 27 personnes ont trouvé la mort sur cette voie maritime fortement fréquentée par la marine marchande et ses imposants navires et dont la traversée par de frêles esquifs est très dangereuse. Cet épisode tragique a marqué l'opinion publique et mis sur le devant de la scène les entraves croissantes aux droits des migrants. De plus en plus de personnes, dont des familles, tentent leur chance, de nuit, sur des embarcations surchargées, sans aucune notion de navigation ou de sécurité. Ce phénomène est devenu un véritable casse-tête

### 1. QUELLES POLITIQUES MIGRATOIRES À L'ŒUVRE ?

Depuis 2018, la politique migratoire n'a fait que se durcir. Les démantèlements des camps avec saisie des affaires personnelles sont devenus la règle. Depuis la grève de la faim de trois membres d'association, les migrants ont le droit de conserver leur tente s'ils s'y trouvent à proximité. Aller manger ou à la douche, c'est prendre le risque de tout perdre ! Ils doivent sans cesse se déplacer et ne peuvent

politique pour le gouvernement anglo-saxon qui a fait de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille, compliquant les relations entre Londres et Paris. Mais chacun se renvoie la balle et la politique migratoire se durcit. La France démantèle des camps et confisque des affaires personnelles sur

plus garder ni vêtements, ni réchaud qui apportent un minimum de confort. Du côté de l'Angleterre, la loi punit de quatre mois d'emprisonnement toute personne arrivant illégalement sur le territoire.

### 2. QUELLE PEUT ÊTRE L'ISSUE POLITIQUE ?

Actuellement, il n'y a pas d'issue politique, et nous sommes très inquiets des discours anti-immigration qui se multiplient dans le débat politique. Un discours d'opposition où les frontières de l'Europe se ferment et où des gens vont mourir de froid et de faim. Pourtant la seule solution est d'avoir une volonté politique d'accueil, de lutter contre les passeurs en créant des voies légales, de permettre à ces

personnes de partir de leur pays avec un visa.

### 3. DE QUOI ONT BESOIN LES ASSOCIATIONS ?

De tentes, de bâches, de vêtements chauds, d'argent pour renouveler les camionnettes, de payer l'eau et l'électricité ou d'acheter de la nourriture notamment de la viande. Les centres d'accueil et d'orientation qui permettaient un accueil inconditionnel et sans limite de temps doivent être réouverts. Une nouvelle législation, qui permette de créer un statut pour ceux qui n'ont pas le statut de réfugié, doit être mise en place. Ces personnes ne sont pas des chiffres mais ont toutes une histoire propre, on se doit de les accueillir dignement. PROPOS RECUEILLIS PAR NELLY RIZZO

ses rives tandis que l'Angleterre envisage de pratiquer le « pushback », c'est-à-dire le fait de repousser les migrants en mer, comme c'est le cas dans les eaux méditerranéennes. Des politiques répressives qui ne résolvent rien et augmentent les dangers pour les migrants et migrantes. NELLY RIZZO

## Fonctionnaires, source de richesse

Loin de devoir être réduites à un coût, les administrations publiques (action sociale, éducation, santé) produisent une valeur ajoutée de 390 milliards d'euros en 2019, soit 18% de la valeur ajoutée nationale totale. Cette production est réalisée essentiellement dans des secteurs non marchands comme la justice,

la sécurité, l'école ou la santé. Pour l'économiste Jean-Marie Harribey, les services publics, « s'ils ne produisent pas directement une valeur ajoutée pour le capital en produisant une pour la société. Les collectivités publiques n'anticipent pas l'existence de débouchés pour des marchandises, mais celle de besoins collectifs comme

la santé ou l'éducation. » Non seulement le secteur public offre des services vitaux pour la population mais ils jouent un rôle stimulant pour l'économie. Cette production de richesse longtemps niée est encore sous-estimée par l'économie classique. Alors que les campagnes électorales sont en général des périodes peu favorables à l'emploi public, la crise sanitaire a néanmoins démontré le rôle essentiel des services publics et de leurs agent-es. JEAN-PHILIPPE GADIER

# “Inégale préparation à l’accompagnement de la scolarité”

## DEUX ANS APRÈS LE CONFINEMENT, OÙ EN SOMMES-NOUS DES INÉGALITÉS SCOLAIRES?

**SÉBASTIEN GOUDEAU :** Les données de notre étude de septembre 2021 indiquent clairement une amplification des inégalités lors du premier confinement. D’ailleurs, les données de la DEPP\* montrant le lien entre l’origine sociale des élèves et la réussite aux évaluations de CP ont confirmé un écart entre les élèves de milieux populaires et les autres, plus important que les années précédentes. Ce constat est international.

## LE RECOURS INTENSIFIÉ AU NUMÉRIQUE, UN ACCÉLÉRATEUR?

**S. G. :** Le confinement et l’école à la maison ont permis de rendre visibles des constats que les chercheurs font depuis longtemps. Les familles populaires sont globalement moins équipées que celles plus favorisées. Elles ont rarement plus d’un ordinateur, moins sou-

numériser, etc. Les usages numériques sont aussi socialement différenciés. Dans les familles favorisées, ils sont très pédagogiques. Dans les familles populaires, ils sont plus récréatifs. Amplifier l’usage du numérique sans prendre en compte ces inégalités de départ creuse les écarts.

## QUEL EST L’IMPACT DES PRATIQUES FAMILIALES?

**S. G. :** Les situations de fermeture d’école, au-delà du numérique, ont favorisé un cumul de désavantages pour les familles les plus éloignées de l’école et ont mis en évidence leur inégale préparation à l’accompagnement de la scolarité de leur enfant. L’école à la maison reposait sur une éducation via le numérique mais aussi sur le fait que l’apprentissage était délivré par le parent qui devait mettre en œuvre les consignes des PE. Les inégalités culturelles des familles y prédisposent plus ou moins. Un enseignant ou un parent ayant un parcours universitaire rencontrera moins de difficulté qu’un parent ayant arrêté l’école tôt. Autre inégalité,

les conditions matérielles d’existence. Quand on n’est pas en télétravail, que l’on exerce un travail difficile, il est moins évident d’assurer le suivi de ses enfants. Ces résultats ne sont pas nouveaux, la littérature en sociologie de

l’éducation en est riche, le confinement a juste permis une mise en lumière de ces problématiques.

## EXISTE-T-IL DES SOLUTIONS?

**S. G. :** La première étape est de prendre conscience de ces mécanismes, le numérique n’est que le prolongement des inégalités déjà existantes. On peut équiper les familles et élèves, comme le font certaines collectivités, mais cela ne résout pas les inégalités d’usages. Un des grands défis est la question de l’inégale préparation des parents à l’accompagnement de la scolarité de leur enfant. Dans leurs pratiques culturelles quotidiennes, les parents des classes moyennes et favorisées préparent leurs enfants dès leur plus jeune âge aux attendus de l’école, les savoirs et expériences acquis dans ces milieux sont scolairement rentables. La clé réside donc dans la formation des PE à la diversité de leur public. Mais c’est aussi et

surtout le fonctionnement de l’institution et de l’ensemble de la société qui doivent changer. Réduire les inégalités dans une société et une école qui restent très compétitives et sélectives est illusoire.

## LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS, UN COMBAT PERDU D’AVANCE?

**S. G. :** Il faut espérer que non, même s’il faut être réaliste, c’est d’un changement structurel dont a besoin l’école. Les effets de compétition, de comparaison sociale, de pression évaluative ne sont pas compatibles avec une réduction des écarts. Certaines interventions - à destination des élèves ou des enseignants - ont un impact positif sur la réussite des élèves et la réduction des inégalités, mais cela reste encore relativement localisé. Par exemple, travailler sur les représentations de l’intelligence, de l’échec qui n’est qu’une étape transitoire de l’apprentissage, a des effets positifs sur les élèves. Mais si on se limite à cela, cela ne concernera qu’une poignée d’entre eux, ceux qui auront eu la chance de bénéficier de ce type d’intervention.

PROPOS RECUEILLIS PAR LILIA BEN HAMOUDA

\* Direction de l’évaluation, de la prospective et de la performance.

**BIO**  
**Sébastien Goudeau**  
Ancien PE, il est maître de conférences en psychologie sociale au CERCA (Université de Poitiers/CNRS) et travaille sur les inégalités.



“Réduire les inégalités dans une société et une école qui restent très compétitives et sélectives est illusoire”

vent une imprimante, des connexions à Internet de moins bonne qualité... Elles sont également souvent moins familiarisées avec les compétences numériques nécessaires pour faire l’école à la maison : télécharger un document, le

▶ **Quelle école voulons-nous ?**

▶ **Quelle rôle doit jouer l’école dans notre société ?**

▶ **Quelles sont vos attentes ?**

# Grande enquête ÉCOLE ET MÉTIER

SNUIPP-FSU / HARRIS INTERACTIVE

# Vous avez la parole prenez-la !

**Remplissez l’enquête**



PROFESSEURS  
DES ÉCOLES



AESH



CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable - Siège social : 1 bis rue Jean Wiener, 75020 Paris - Mairie de Paris - Paris 2024  
Société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 170 384 630 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France, 75011 Paris Cedex 13 - Siren 492 425 042 - RCS Paris - Mairie de Paris - Paris 2024  
: © Roman Jehanno • Conception : Insign 2020 • Merci à Carmen, Élise et Matthieu, professeurs des écoles, d'avoir prêté leur visage à notre campagne de communication.



« **COMME NOUS,  
REJOIGNEZ LA CASDEN,  
LA BANQUE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE !** »

*Carmen, Élise et Matthieu, Professeurs des écoles*

